

Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence

République Centrafricaine



Décembre 2015

Données collectées en septembre 2015



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire



Programme
Alimentaire
Mondial

wfp.org/fr

République Centrafricaine

Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence

Données collectées en septembre 2015

Préparée par le PAM avec la participation de la FAO, des partenaires du Cluster Sécurité alimentaire.

Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter :

Bureau de pays du PAM, République de Centrafrique : Bienvenu Djossa Directeur Représentant,
bienvenu.djossa@wfp.org

Siège du PAM, Italie : Rossella Bottone, Chargée d'Analyse de la sécurité alimentaire
Rossella.bottone@wfp.org

Analyse menée et rapport écrit par :

Siège, PAM

Rossella Bottone, Chargée d'Analyse de la Sécurité Alimentaire
Caroline Chaumont, Consultante

Bureau du PAM en République Centrafricaine

Donatien Pandikuziku, Chargé de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire

Bureau régional du PAM, Afrique de l'Ouest

Eric Branckaert, Chargé régional de la sécurité alimentaire
Simon Renk, Chargé régional de l'analyse des marchés

Cartographie

Abdoulaye Ndiaye, Chargé GIS

Table des matières

Acronymes et Abréviations	5
Résumé exécutif	6
1. Contexte, objectifs, méthodologie	11
2. Données démographiques de base	15
3. Déplacements.....	16
4. Moyens d'existence et équipement des ménages.....	18
5. Pratique de l'agriculture et de l'élevage	21
6. Marchés et prix.....	24
7. Consommation alimentaire des ménages.....	27
8. Stratégies d'adaptation des ménages	29
9. Dépenses des ménages	33
10. Situation de la sécurité alimentaire.....	34
11. Conclusions et recommandations	40
Annexes	42
1. Principales sources de revenu des ménages selon les préfectures	42
2. Nombre moyen d'animaux d'élevage des ménages selon les préfectures.....	43
3. Consommation alimentaire des ménages selon les préfectures (2015 et 2014).....	43
4. Montant des dépenses mensuelles par personne selon les préfectures.....	44
5. Part des dépenses consacrées à la nourriture dans les dépenses totales des ménages selon les préfectures	45
6. Perception des prix par les ménage selon les préfectures.....	45

Liste des graphiques

Graphique 1 : Statut du ménage	16
Graphique 2 : Statut de résidence des ménages selon les préfectures	17
Graphique 3 : Moyens d'existence des ménages	18
Graphique 4 : Source de revenu des ménages selon leur statut	19
Graphique 5 : Principales sources d'approvisionnement en eau des ménages.....	20
Graphique 6 : Principales cultures de consommation	21
Graphique 7 : Principales cultures de rente	22
Graphique 8 : Principales contraintes rencontrées par les ménages dans leur pratique de l'agriculture.....	22
Graphique 9 : Prix du maïs en grains XAF/kg, 2015.....	26
Graphique 10 : Situation de la consommation alimentaire des ménages en 2015 et 2014	28
Graphique 11 : Evolution de la composition du régime alimentaire des ménages entre 2014 et 2015	28
Graphique 12 : Stratégies de survie des ménages et épuisement des actifs (détails).....	29
Graphique 13 : Recours aux stratégies de survie	30
Graphique 14 : Recours aux stratégies de survie selon les préfectures.....	31
Graphique 15 : Evolution du recours aux stratégies de crise et d'urgence entre 2014 et 2015.....	32
Graphique 16 : Situation de la sécurité alimentaire selon les préfectures	36
Graphique 17 : Prévalence de l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) en 2013, 2014 et 2015	37
Graphique 18 : Niveau d'insécurité alimentaire selon les moyens d'existence des ménages.....	39
Graphique 19 : Dépenses mensuelles par personne selon la catégorie de sécurité alimentaire du ménage	39

Liste des tableaux

Tableau 1 : Niveaux de sécurité alimentaire et indicateurs selon l'approche CARI	13
Tableau 2 : Avoirs des ménages	19
Tableau 3 : Bilan de l'offre et de la demande en céréales, 2014-2015	25
Tableau 4 : Régime alimentaire des différents groupes de consommation alimentaire	27
Tableau 5 : Part des dépenses consacrées aux achats alimentaires, par préfecture.....	33
Tableau 6 : Classification de la sécurité alimentaire	34
Tableau 7 : Nombre de personnes en insécurité alimentaire par préfecture.....	36
Tableau 8 : Niveaux d'insécurité alimentaire selon le statut des ménages	38

Liste des cartes

Carte 1 : Insécurité alimentaire dans les préfectures	9
Carte 2 : Insécurité alimentaire sévère et modérée dans les préfectures	35
Carte 3 : Niveaux d'insécurité alimentaire et présence de personnes déplacées dans les préfectures.....	41

Acronymes et Abréviations

CARI	Approche Consolidée de Reportage des indicateurs de la sécurité alimentaire (<i>Consolidated Approach for Reporting Food Security Indicators</i>)
CFSAM	Mission conjointe d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire
EFSA	Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (<i>Emergency Food Security Assessment</i>)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques et d'Etudes Economiques et Sociales
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PURD	Programme d'Urgence et de Relèvement Durable
RCA	République Centrafricaine

Résumé exécutif

Contexte

Depuis les événements militaro-politiques de 2013 qui ont entraîné des violences intercommunautaires de grande ampleur et une dégradation profonde des infrastructures et de la cohésion sociale, la République Centrafricaine (RCA) traverse une crise politique et humanitaire complexe. La population civile souffre de graves violations des droits humains, des affrontements armés et de la destruction et de vol des biens et moyens de subsistance. Malgré des élections prévues en décembre 2015 et janvier 2016, l'évolution politique vers une sortie de crise semble incertaine, la situation sécuritaire restant hautement volatile et imprévisible.

Selon OCHA, plus de la moitié de la population (plus de 2,3 millions de personnes) est dans un besoin urgent d'assistance humanitaire près de trois ans après le déclenchement de la violence dans le pays. Dans son dernier bulletin de novembre 2015, l'organisation évoque «la détérioration d'une situation humanitaire déjà désastreuse».

Environ 20 pour cent de la population du pays est déplacée ou réfugiée : soit environ 447 500 personnes déplacées à travers le pays et plus de 452 000 personnes réfugiées dans les pays voisins.¹

Objectifs de l'évaluation

L'objectif global de l'enquête était de collecter les données nouvelles pour évaluer l'évolution de la situation par rapport à celle de septembre 2014 et de réévaluer l'impact de la crise sur la situation de la sécurité alimentaire et sur les moyens d'existence des ménages pour la planification et le réajustement des interventions en 2016.

Méthodologie : Cette analyse est basée sur les données d'une grande enquête auprès des ménages, des communautés et des commerçants. Sur la base d'un échantillonnage aléatoire à deux degrés, 2303 ménages ont été interviewés dans 228 villages et quartiers. Dans ces villages et quartiers des entretiens avec les informateurs clefs ont été menés. Les données collectées en septembre 2015 sont comparables à celles de l'enquête de septembre 2014. Les données des préfectures d'Ouham-Pendé et Mbomou ont disparu avec le vol des tablettes utilisées pour la collecte. Pour des raisons sécuritaires, la collecte des données a été menée en novembre pour la préfecture d'Ouaka. L'analyse sera disponible début 2016.

La moitié de la population en situation d'insécurité alimentaire

En septembre 2015, la moitié de la population (50,5%) était en insécurité alimentaire, soit environ 1 million 950 000 personnes.

Clarification importante : Cette enquête ne prend pas en compte les trois préfectures pour lesquelles les données manquaient au moment de l'analyse. Le chiffre de la population totale utilisé est de 3,8 millions (soit la population totale du pays de 4,9 millions moins celle des trois préfectures (Ouaka, Ouham-Pendé et Mbomou)).

¹ Bulletin Humanitaire, OCHA, Novembre 2015

- **Insécurité alimentaire sévère**

Environ **15,2 pour cent** de la population est en insécurité alimentaire sévère, soit environ **586 000 personnes**. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente, ils sont vulnérables économiquement² et recourent à des stratégies d'adaptation dites d'urgence qui menacent leurs moyens d'existence futurs de manière irréversible.

- **Insécurité alimentaire modérée**

Environ 1 million 360 000 personnes, soit **35,3 pour cent de la population**, sont en insécurité alimentaire modérée. Ces ménages ont une consommation alimentaire limite, ils consacrent une part importante de leurs dépenses (entre 65 et 75%) à la nourriture et recourent à des stratégies de crise qui mettent en péril leurs moyens d'existence.

- **Sécurité alimentaire**

Seuls 6 pour cent de la population sont en sécurité alimentaire. Le reste, soit environ 43,6 pour cent des ménages est dans une situation limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies de survie irréversibles.

A Bangui, 25,8 pour cent de la population est en insécurité alimentaire, soit 216 000 personnes dont 33 000 en situation sévère.

Forte détérioration de la situation depuis 2014

La situation de la sécurité alimentaire s'est fortement détériorée en un an. Elle est passée de 29 pour cent en septembre 2014 à 50,5 pour cent en septembre 2015. L'insécurité alimentaire sévère a beaucoup augmenté passant de 3 pour cent à 15,2 pour cent en 2015 ; celle modérée a elle aussi augmenté mais dans une moindre mesure (de 26% en 2014 à 35,3% en 2015).

Epuisement des ressources des ménages

Une proportion importante des ménages ont épuisé leurs actifs après trois ans de crise. Ainsi, au fil des années, les ressources des ménages se sont amenuisées et touchent maintenant à leur fin.

Ainsi de nombreux ménages ne peuvent même plus recourir à certaines stratégies d'adaptation : 37 pour cent des ménages ne peuvent plus vendre des actifs productifs du fait qu'ils n'en n'ont plus. Environ 35 pour cent ne peuvent vendre des actifs domestiques, 21,6 pour cent ne peuvent réduire leurs dépenses de santé ou d'éducation et 20,6 pour cent n'ont plus d'épargne. Par ailleurs, 72 pour cent des ménages n'ont aucune possibilité de s'endetter.

Recours accru à des stratégies d'adaptation de plus en plus dommageables et irréversibles

Par ailleurs, dans presque toutes les préfectures, la proportion de ménages qui ont recourt à des stratégies de crise et d'urgence a beaucoup augmenté entre 2014 et 2015.

Ainsi, en 2015, plus d'un tiers des ménages (37,7%) recourt à une stratégie d'urgence – stratégie qui hypothèque de manière irréversible les moyens de subsistance futurs des ménages - comme le recours à la mendicité, aux activités illégales, vente de la maison ou de parcelle de terrain. Ils étaient 19 pour cent en

²Ils consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation.

2014. Presque un tiers (30,4%) recourt à au moins une stratégie de crise (réduction des dépenses de santé ou d'éducation, vente d'actifs productifs ou retrait des enfants de l'école), contre 24 pour cent en 2014.

Seuls 16 pour cent des ménages n'ont fait recours à aucune stratégie d'adaptation dans la période précédente l'enquête.

Persistence de l'insécurité et des déplacements

Les affrontements intercommunautaires ont conduit à des déplacements massifs de population dans l'ensemble du pays au cours des dernières années. Avec la poursuite des violences, les populations continuent de se déplacer. Ainsi 45 pour cent des ménages sont des déplacés (17,7%) ou des anciens déplacés maintenant rentrés (27,3%). Presque la totalité des déplacés ont quitté leur lieu de résidence habituelle en raison de problèmes de sécurité. Parmi ces personnes déplacées et retournées, 55 pour cent le sont depuis récemment (moins d'un an) et 27 pour cent depuis moins de 6 mois.

Ces déplacements contribuent à l'épuisement des ressources des ménages et à leur situation de grande pauvreté et insécurité alimentaire car ils abandonnent souvent une grande partie de leurs avoirs et n'emportent que peu de biens avec eux.

Pratique réduite d'une agriculture principalement de subsistance

La majorité des ménages (71%) sont des ménages agricoles : ainsi 57,4 pour cent vivent de l'agriculture, 7,5 pour cent travaillent comme journalier agricole, 4 pour cent vivent de la chasse, cueillette et pêche et 2 pour cent de l'élevage.

Parmi les ménages qui ont accès à la terre (79% des ménages), environ un tiers d'entre eux n'ont pas cultivé pendant la saison agricole 2014-2015 (contre 20% en 2014), principalement en raison de la situation sécuritaire, du manque de terre et de déplacement.

Les ménages pratiquent une agriculture de subsistance essentiellement manuelle en raison du manque d'animaux et d'outils. Environ 54 pour cent des ménages manquent de semences, 45 pour cent manquent d'outils et de machines. Pratiquement aucun ménage n'a d'animaux d'attelage ce qui limite la taille des surfaces cultivées.

Les ménages cultivent principalement du manioc (68%) qui peut rester dans la terre sans être récolté et qui convient à des situations d'insécurité et de déplacements.

Seuls 30,5 pour cent des ménages possèdent des animaux d'élevage, contre 39 pour cent lors de l'enquête précédente. Quand les ménages possèdent des animaux, c'est en petite quantité et principalement de la volaille et des caprins. Plus d'un tiers des ménages disent avoir subi des pertes cette année, dans 15 pour cent des cas, c'est en raison des pillages, vols et insécurité.

Mauvaises disponibilités, fonctionnement des marchés limité et prix élevés

Il faut s'attendre à une mauvaise disponibilité en produits agricoles en 2016 en raison de l'installation tardive des pluies, une insuffisance d'accès aux semences et une baisse significative des superficies mises en valeur.

Par ailleurs, avec la recrudescence des conflits intercommunautaires, les activités de certains marchés sont au ralenti en 2015, les corridors commerciaux sont perturbés entraînant une diminution des approvisionnements du pays en produits vivriers et animaux. De plus, le fonctionnement des marchés est

limité par des contraintes structurelles fortes comme le mauvais état des routes et les faibles capacités de stockage de commerçants.

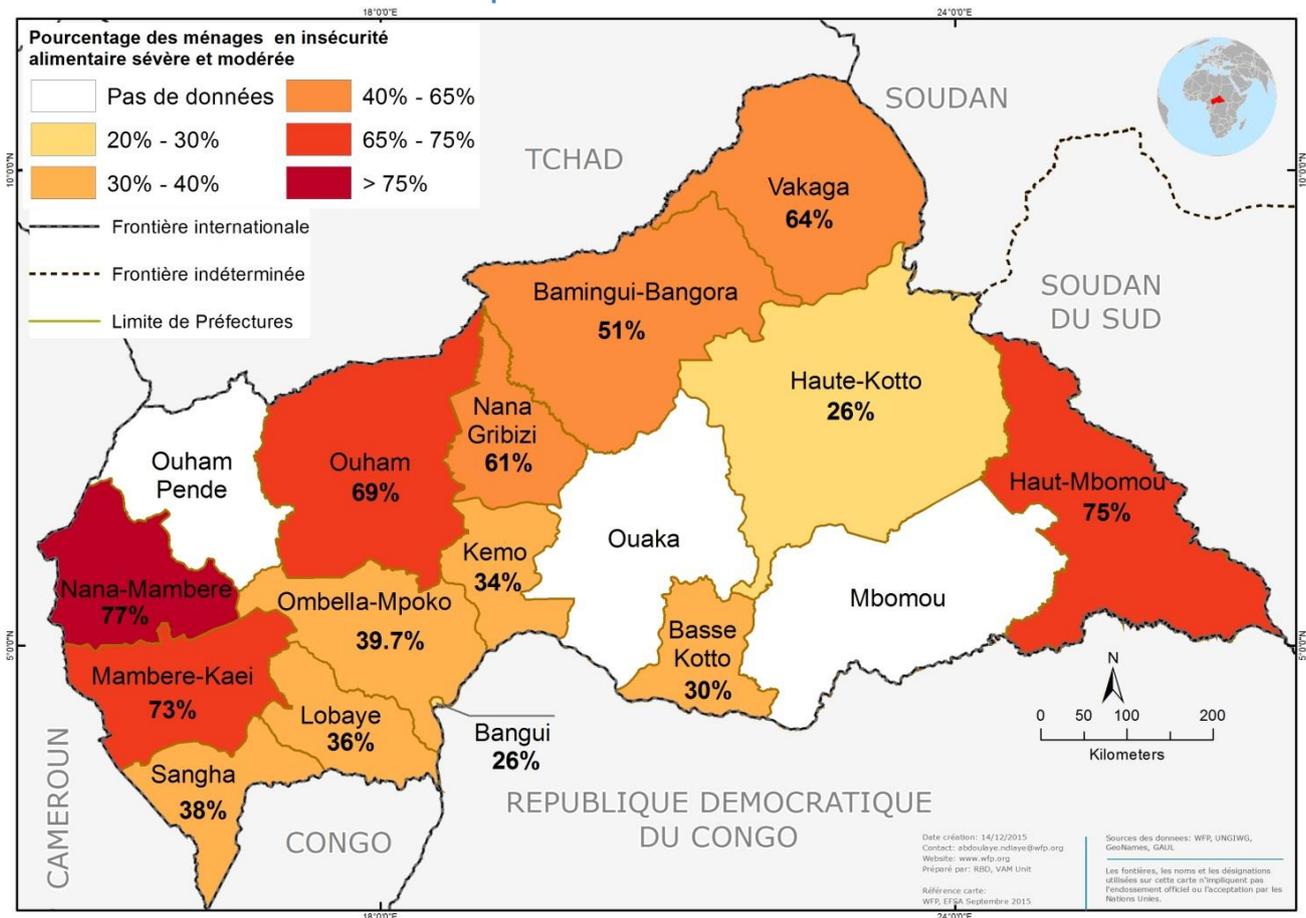
En raison de la mauvaise disponibilité attendue et de l'insécurité qui continue à régner, les prix des principales denrées devraient rester élevés.

Dégradation de la situation dans toutes les préfectures du pays

La situation de l'insécurité alimentaire s'est dégradée dans toutes les préfectures du pays par rapport à 2014. Elle atteint des niveaux très élevés (supérieur à 60 pour cent des ménages) dans les préfectures de Nana-Mambéré (77%), Haut-Mbomou (74,5%), Mambéré-Kadéï (73,2%), Ouham (68,6%), Vakaga (64%) et Nana-Gribizi (61,4%).³

Le pourcentage des ménages en insécurité alimentaire sévère est très élevé dans les préfectures de Mambéré-Kadéï (46,8%), Nana-Mambéré (46,8%). Dans les préfectures d'Ouham, Nana-Gribizi et Vakaga, le taux est élevé et est compris entre 22 et 24 pour cent des ménages.

Carte 1 : Insécurité alimentaire dans les préfectures



³ Aucune données ne sont disponibles pour les préfectures d'Ouham Pendé, d'Ouaka et Mbomou en raison du vol des tablettes qui ont servi pour collecter les données.

Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire

Une consommation alimentaire réduite aux extrêmes : Le régime alimentaire des ménages en insécurité alimentaire sévère est très insuffisant et très peu diversifié. Ainsi les ménages en situation sévère consomment principalement des céréales et des légumes.

Insécurité alimentaire plus importante chez les ménages déplacés : La proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages qui sont déplacés dans des familles d'accueil (63,5%), chez les déplacés qui vivent dans des camps/sites/enclaves (52%) et les retournés (53%). L'insécurité alimentaire sévère est plus importante chez les ménages déplacés qui vivent dans des camps/site/enclaves (17,2%).

Sexe du chef de ménage : La proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages dirigés par une femme (57,1%) que chez ceux dirigés par un homme (48,1%).

1. Contexte, objectifs, méthodologie

1.1 Contexte

Crise humanitaire sans précédent

Depuis les événements militaro-politiques de 2013, la République Centrafricaine (RCA) traverse une crise complexe et de profonde ampleur. Entraînant une dégradation profonde des infrastructures, du tissu socio-économique, des structures étatiques, de la cohésion sociale et des structures communautaires et traditionnelles, ces événements ont provoqué une crise humanitaire sans précédent dans le pays.

Selon OCHA, plus de la moitié de la population (plus de 2,3 millions de personnes) est dans un besoin urgent d'assistance humanitaire près de trois ans après le déclenchement de la violence dans le pays. Les zones de priorité élevée identifiées restent la préfecture de l'Ouham et les sous-préfectures de Mbrès, de Boda, de Bambari, de Kouango.⁴

Environ 20 pour cent de la population du pays est déplacée ou réfugiée : environ 447 500 personnes sont déplacées à travers le pays, dont 58 000 à Bangui et plus de 452 000 personnes se sont réfugiées dans les pays voisins.

En octobre 2014, plus de 1,4 million de personnes étaient en insécurité alimentaire (sévère et modérée) dont plus de 170 000 en insécurité alimentaire sévère.⁵ La situation s'était détériorée par rapport à octobre 2013. Les ménages des préfectures de Mambéré Kadéï et Ouham Pendé avaient les prévalences les plus élevées d'insécurité alimentaire.

Transition politique et amélioration sécuritaire?

Depuis janvier 2015, la situation sécuritaire s'était améliorée grâce au déploiement important des forces internationales sur le terrain avec la MINUSCA (Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique).⁶ Cette amélioration de la sécurité a donc permis l'amorce d'un retour des populations en particulier à Bangui. Cependant, une nouvelle spirale de violence a eu lieu fin septembre à Bangui et contraint plus de 40 000 personnes à fuir vers des zones plus sûres.

Par ailleurs, la baisse du nombre de personnes déplacées un an et demi après le pic de la crise demeure faible dans les provinces, du fait de la montée de la criminalité et les affrontements entre groupes armés ainsi qu'avec les Peuls transhumants qui ont régulièrement provoqué de nouveaux déplacements.

Suite aux accords de Brazzaville conclus entre les autorités de la transition et les représentants des groupes armés en juillet 2014, le processus de dialogue a été entamé par des consultations populaires à la base qui ont abouti à la tenue du forum de Bangui en mai dernier. Ce forum avait conclu entre autres à la cessation des hostilités et le démarrage des activités de DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration) avec la prolongation de la transition.

Les deux tours des élections législatives et présidentielles sont prévues le 27 décembre et 31 janvier. Selon le chef de l'Etat de transition, la République de Centrafrique est sur la bonne voie pour que les élections aient

⁴Selon l'aperçu des besoins humanitaires (HNO 2015)

⁵Selon la dernière Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (*Emergency Food Security Assessment* ou *EFSA*)

⁶ En mai 2015, 96 pour cent des forces de la MINUSCA sont déployées sur le terrain.

lieu. Cependant, des affrontements armés entre les milices rebelles et la MINUSCA ont lieu régulièrement et la situation sécuritaire reste hautement volatile.

Assistance humanitaire

En dépit du Programme d'Urgence et de Relèvement Durable (PURD) élaboré par le Gouvernement de transition, le faible redéploiement de l'Etat et des services techniques et la capacité toujours limitée des autorités à répondre aux immenses besoins des populations obligent un maintien d'un niveau d'assistance humanitaire très élevé.⁷

Depuis la désactivation du niveau de réponse L3 dans le pays, en mai 2015, l'accès humanitaire, le maintien d'un niveau important de réponses d'urgence humanitaire reste un défi majeur alors que les besoins pour soutenir le processus de transition, les actions de résilience et de relèvement sont immenses.

1.2 Objectifs

L'objectif global de l'enquête est de collecter les données nouvelles pour évaluer l'évolution de la sécurité alimentaire par rapport à l'enquête précédente de septembre 2014 et de réévaluer l'impact de la crise sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et celle des moyens d'existence des ménages pour la planification et le réajustement des interventions en 2016.

De façon spécifique, l'enquête vise à :

- Mesurer l'impact des conflits sur la situation de la sécurité alimentaire des ménages ;
- Analyser le fonctionnement des marchés ;
- Comparer les résultats avec les analyses précédentes ;
- Planifier et cibler les interventions du gouvernement et des partenaires humanitaires pour 2016.

Par ailleurs, une mission conjointe d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) organisée en octobre 2015 devrait apporter des informations précises sur les perspectives de la présente campagne agricole. En effet, la campagne agro-pastorale 2015-2016 se déroule normalement mais des mauvais résultats à la récolte sont à craindre du fait de la réduction des superficies emblavées liée à la situation sécuritaire précaire du pays.

1.3 Méthodologie et limites

1.3.1 Partenariat

L'évaluation a été menée par le PAM, la FAO, le gouvernement et les partenaires du cluster Sécurité alimentaire (ACF, Acted, Triangle, Léda Relief et Catholic Refugees Service). Ces derniers ont notamment été consultés avant l'enquête sur les besoins en terme de données et d'informations, la méthodologie, les outils de collecte de données, afin que les données collectées correspondent aux besoins d'informations nécessaires pour la programmation des interventions multisectorielles envisagées par les différents partenaires.

⁷Le PURD (2014-2016) associe les actions d'assistance humanitaire et de relèvement afin de renforcer l'objectif global de lutte contre la pauvreté. L'objectif principal de l'assistance humanitaire est de fournir aux déplacés internes et aux retournés une assistance multisectorielle nécessaire à leur survie et de favoriser leur retour et leur réinsertion sociale.

1.3.2 Méthodologie suivie

La méthodologie suivie est la nouvelle approche CARI (*Consolidated Approach for Reporting food security Indicators*) du PAM. Cette approche prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire : i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) et l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

Sur cette base, l'évaluation classe la situation de la sécurité alimentaire des ménages en quatre catégories de niveau croissant de sévérité. Les deux groupes insécurité alimentaire modérée et sévère combinés donnent la prévalence de l'insécurité alimentaire globale.

Tableau 1 : Niveaux de sécurité alimentaire et indicateurs selon l'approche CARI

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de score de consommation alimentaire	Consommation acceptable		Consommation limite	Consommation pauvre
	Vulnérabilité économique	Groupes de la part des dépenses alimentaires	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 50 et 65% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 65 et 75% des dépenses consacrées à la nourriture	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture
Capacité d'adaptation	Epuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	Aucune	Stratégie de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence

1.3.3 Outils de collecte des données

Cette enquête a utilisé des données primaires et secondaires.

La collecte de **données primaires** a été menée auprès des ménages et au niveau des villages ou quartiers. Trois méthodes différentes de collecte de données ont été utilisées :

- **Entretien en groupe de discussion** (*focus group discussion*) avec les leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux, personnes ressources, ONGs, etc. dans chaque village/quartier échantillonné.
- **Entretiens individuels avec les chefs de ménages ou leurs représentants** pour obtenir des informations, à travers un questionnaire, sur les principaux aspects de la sécurité alimentaire du ménage.
- **Entrevues avec les commerçants** dans les principaux marchés pour collecter les informations sur les prix, l'évolution de l'offre et de la demande de denrées alimentaires et mieux comprendre le fonctionnement des marchés. Cette analyse a été complétée par l'analyse des données secondaires de suivi des prix collectés par le PAM au niveau de ses sous bureaux et le CSA.

Collecte de données avec les tablettes

La collectes de données été faite avec des tablettes/smartphones dotées d'une application qui facilite la collecte de données au niveau terrain et la transmission de ces données via WIFI ou une connexion mobile vers un serveur logé au Bureau Régional.

1.3.4 Echantillonnage et analyse des données

Les résultats sont représentatifs au niveau national et des préfectures. Au total, 2304 ménages ont été interviewés dans 228 villages/quartiers.⁸

L'échantillonnage était aléatoire à deux degrés. Les villages ont été sélectionnés de manière aléatoire sur la base d'une liste exhaustive des villages de l'Institut Centrafricain des Statistiques et d'Etudes Economiques et Sociales (ICASEES). Les ménages au niveau des villages/quartiers ont été tirés au sort à l'aide d'un pas de tirage, à partir d'une liste des ménages recensés dans l'entité.

Les données ont été traitées avec le logiciel SPSS, après un nettoyage méticuleux des données.

1.3.5 Limites de l'enquête

Cette étude a été préparée et conduite avec le maximum de rigueur. Cependant, elle comporte des limites : l'insécurité et les difficultés d'accès sur certains axes ont conduit au remplacement de certaines localités tirées (14%) et au déphasage de la collecte pour une préfecture (Ouaka). Dans cette préfecture la collecte a eu lieu en novembre et l'analyse sera disponible en janvier.

Par ailleurs, les préfectures de Mbomou et d'Ouham-Pende ne sont pas couvertes car les bureaux de l'ONG responsable de la collecte ont été pillés et les tablettes volées : les données ont été perdues. La collecte va se poursuivre dans ces deux prefectures et les données feront l'objet d'une analyse à part, du fait des périodes différentes de collecte.

⁸ La taille prévue de l'échantillon était de 3 406 ménages, soit 161 ménages par préfecture (16 préfectures + la ville de Bangui) pour environ 228 villages/quartiers. En raison du vol des données, seulement 2304 ménages ont été interviewés. Pour les préfectures abritant des déplacés, retournés et réfugiés, le nombre de ménages a été augmenté d'un tiers pour prendre en compte ces populations. La taille minimale de l'échantillon dans chaque préfecture a été calculée avec une prévalence estimée de l'insécurité alimentaire de 29% et un niveau de précision de 7%.

2. Données démographiques de base

Sexe du chef de ménage

Environ 74 pour cent des ménages sont dirigés par un homme et 26 pour cent par une femme.

Niveau d'éducation et d'enseignement des chefs de ménages

Le niveau d'éducation des chefs de ménage est globalement bas. Environ 62 pour cent des chefs de ménage n'ont fréquenté que l'école primaire. Environ 25 pour cent ont terminé le premier cycle du secondaire et 8,5 pour cent le second cycle. Seuls 4 pour cent ont fréquenté le supérieur.

Environ 60 pour cent ont reçu un enseignement technique et général.

Présence d'un handicap

Dans presque 18 pour cent des ménages, un membre du ménage est handicapé. Dans 30,6 pour cent des cas, il s'agit du chef de ménage.

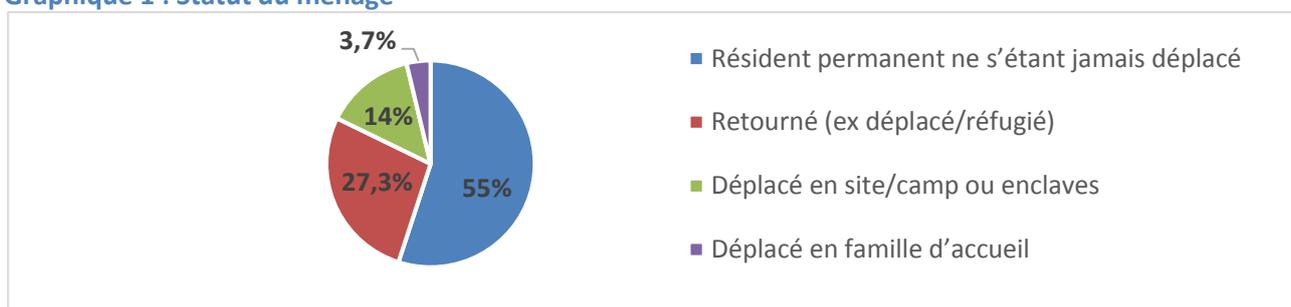
3. Déplacements

Les affrontements intercommunautaires engendrent des déplacements massifs de population et placent les ménages en situation de grande vulnérabilité économique. En effet, les ménages emmènent en général peu de biens avec eux et perdent ainsi souvent tout ou une partie de leurs biens et leurs moyens d'existence.

Selon l'enquête, environ 45 pour cent des ménages se sont déplacés : 17,7 pour cent des ménages sont des déplacés et 27,3 pour cent sont des anciens déplacés maintenant retournés.

Parmi les personnes déplacés et retournés, 55 pour cent le sont depuis récemment (moins d'un an) et 27 pour cent depuis moins de 6 mois.

Graphique 1 : Statut du ménage



Presque la totalité des déplacés ont quitté leur lieu de résidence en raison de problèmes de sécurité. Parmi les personnes retournés, 62 pour cent sont rentrés en raison d'une amélioration de la sécurité dans leur zone de résidence et 29 pour cent en raison des difficultés des conditions de vie dans la zone d'accueil (difficultés d'accès aux ressources/pas de sources de revenu).

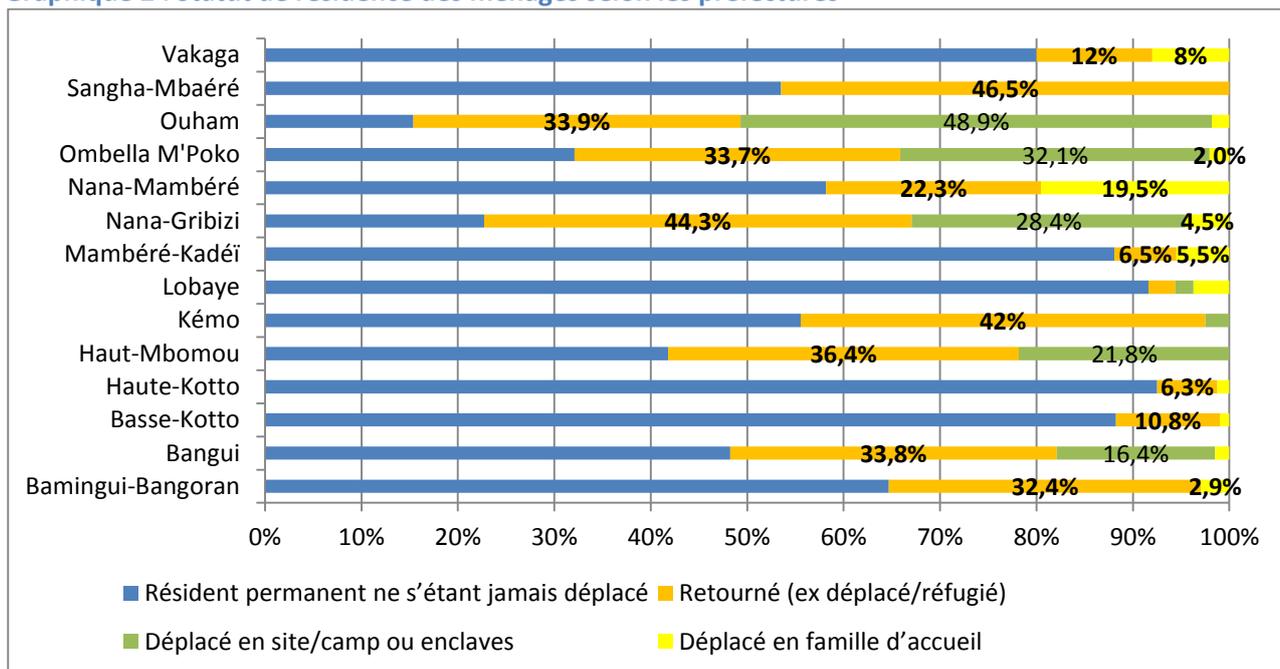
Accueil de déplacés

Un peu plus d'un tiers (34%) des ménages ont accueilli des déplacés ou réfugiés au cours des 12 derniers mois. Dans 72 pour cent des cas, ces personnes sont maintenant parties.

Présence de déplacés, retournés selon la préfecture

Les préfectures de Ouham, Ombella M'Poko, Nana-Gribizi sont celles ayant reçu le plus de déplacés vivant sur des camps, enclaves ou en famille d'accueil. Dans la préfecture de Nana-Mambéré, environ 19,5 pour cent des ménages vivent dans des familles d'accueil. Les préfectures de Sangha-Mbaéré, Nana-Gribizi et Kémo ont les proportions les plus importantes (entre 46,5 et 42 pour cent) de ménages qui sont rentrés.

Graphique 2 : Statut de résidence des ménages selon les préfectures



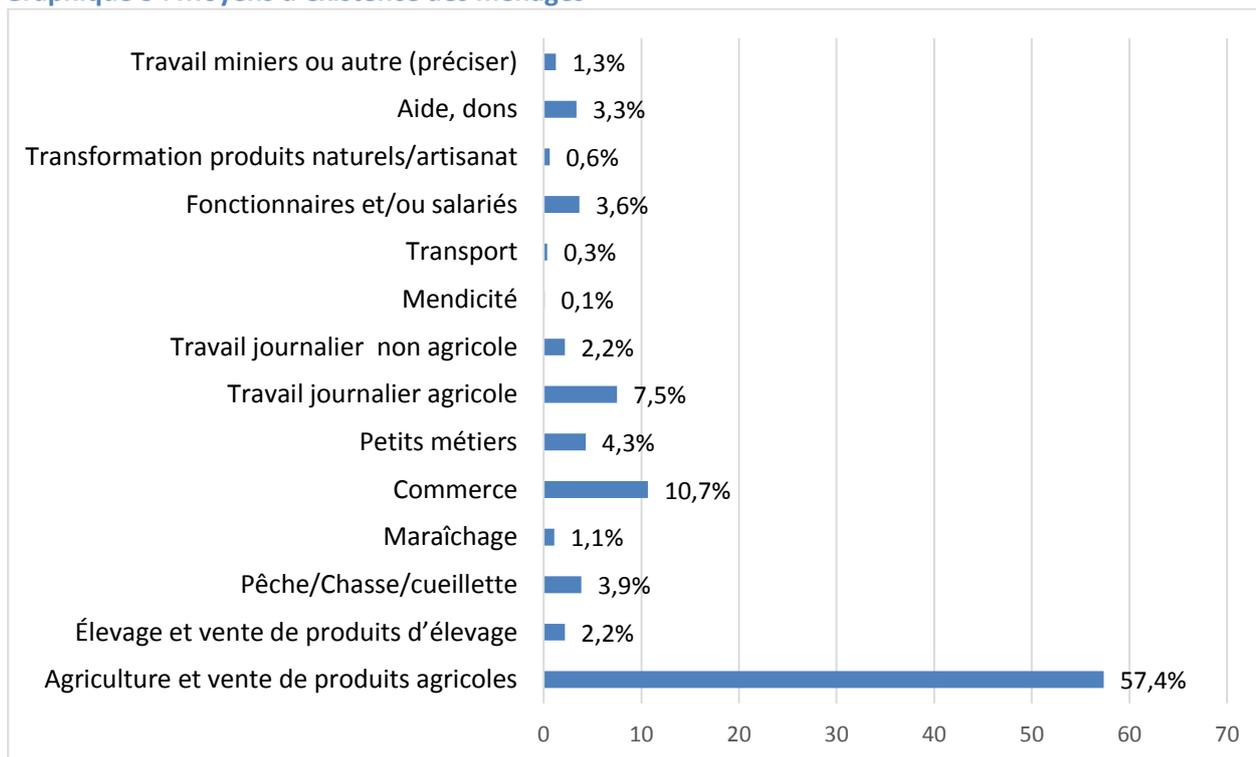
4. Moyens d'existence et équipement des ménages

4.1 Moyens d'existence des ménages

La grande majorité des ménages sont des ménages agricoles. Ainsi pour près de 57,4 pour cent des ménages l'agriculture et la vente de produits agricoles sont la principale source de revenu. Environ 7,5 pour cent vivent du travail comme journalier agricole et 4 pour cent de la chasse, cueillette et de la pêche.

Environ 10,7 pour cent des ménages vivent du commerce.

Graphique 3 : Moyens d'existence des ménages



Clarification : Ce graphique montre le pourcentage des ménages qui ont pour principale source de revenu l'activité indiquée.

Moyens d'existence selon les régions

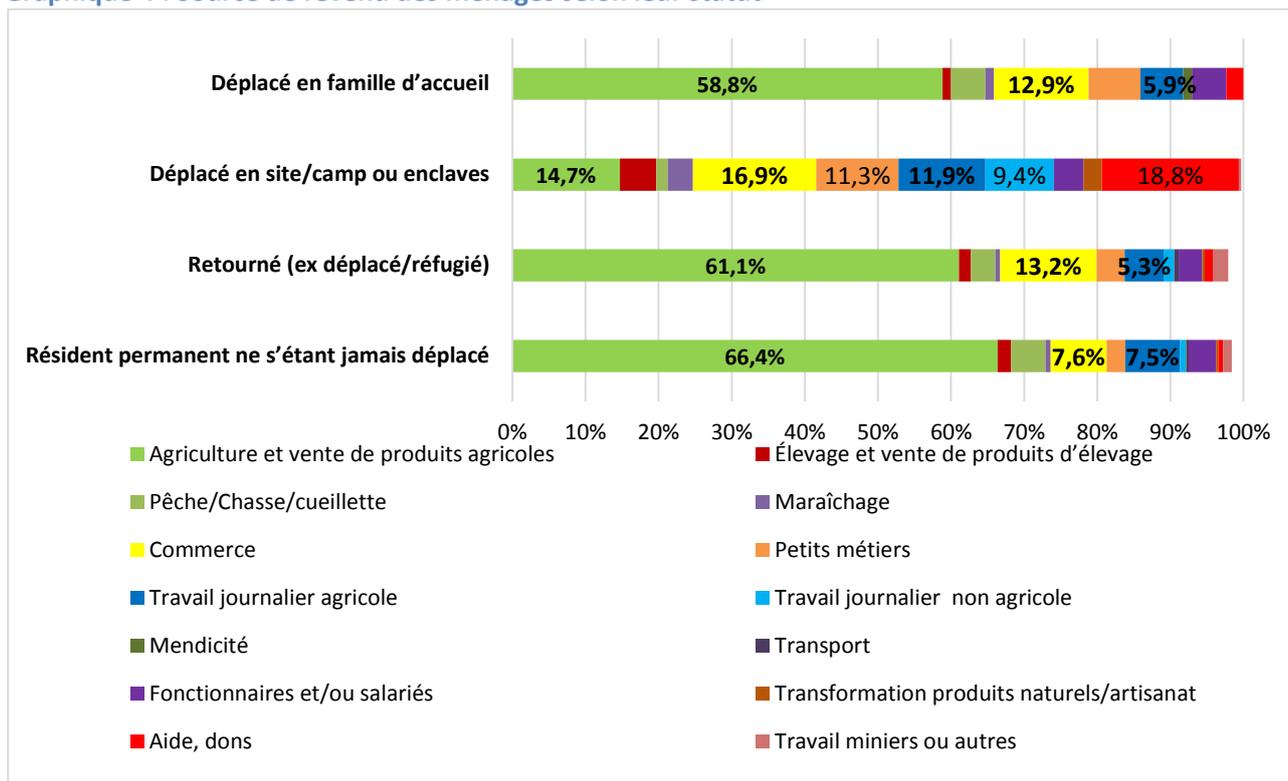
Dans toutes les préfectures, plus de 60 pour cent des ménages vivent de l'agriculture (inclus travail comme journalier agricole) sauf dans les préfectures comme Haut-Mbomou (23,2%), Ombella M'Poko (48,6%) et Ouham (46,4%) Dans ces régions, la proportion des ménages qui vivent du commerce est un peu plus élevée comme dans Ombella M'Poko (14,7%) et Haut-Mbomou (14,3%) ou celle qui vivent des petits métiers comme dans l'Ouham (8,2%). Voir Annexe 1.

A Bangui, 42 pour cent des ménages vivent du commerce, 19,3 pour cent sont fonctionnaires ou salariés et 13,4 pour cent vivent des petits métiers. Seulement 10 pour cent vivent de l'agriculture.

Moyens d'existence selon le statut du ménage

Les ménages déplacés qui vivent dans des camps ou enclaves pratiquent peu l'agriculture et leur principale source de revenu sont le commerce, le travail journalier agricole ou les petits métiers. Presque 19 pour cent vivent de l'aide.

Graphique 4 : Source de revenu des ménages selon leur statut



4.2 Equipements des ménages

Les ménages possèdent peu de biens, signe de leur grande pauvreté et vulnérabilité économique.

Si environ 83 pour cent des ménages ont des petits outils agricoles, presque aucun ménage n'a de bœufs de trait et seulement 4 pour cent ont une charrue, ce qui a des répercussions sur la taille des parcelles cultivées.

Tableau 2 : Avoirs des ménages

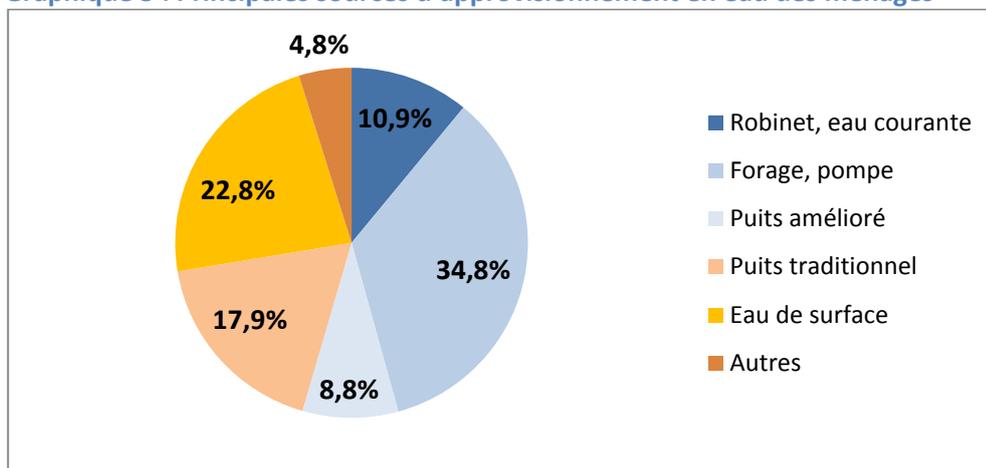
Biens d'équipement/avoirs	Oui
Radio	36,3%
Télévision	5,5%
Machine à coudre	5,0%
Bicyclette	18,4%
Bœufs de trait	,8%
Mobylette/moto	9,1%
Machine de transformation agricole manuelle	4,3%
Machine de transformation motorisée	1,6%
Petit outil agricole (Daba, houe, machette/hache)	83,0%
Charrue	3,8%
Pousse pousse/brouette	10,4%
Téléphone Portable	27,1%

4.3 Approvisionnement en eau et combustible de cuisson

Eau

Seuls un peu plus de la moitié des ménages (54,5%) ont recours à une source d'eau potable (robinet, forage, pompe, puits amélioré).

Graphique 5 : Principales sources d'approvisionnement en eau des ménages



Dans 45,4 pour cent des cas, les ménages mettent plus de 30 minutes pour aller chercher de l'eau (28,2 pour cent des ménages mettent de 30 à 60 minutes, 15 pour cent mettent d'une à trois heures et 2,2 pour cent plus de trois heures).

Dans un quart des cas, les ménages mettent plus de temps qu'avant pour aller chercher de l'eau. Dans un peu plus de la moitié des cas, c'est en raison de la diminution du nombre de points d'eau.

Combustible de cuisson

Le bois est pour presque la totalité des ménages (97,8%) la principale source de combustible de cuisson. Environ 66 pour cent des ménages ont besoin de plus de 30 minutes pour aller chercher le bois (33 pour cent d'une à trois heures, et 6 pour cent plus de trois heures).

Environ 32 pour cent des ménages passent plus de temps qu'avant à aller chercher le bois. Dans presque 83 pour cent des cas, c'est en raison de la rareté du bois.

5. Pratique de l'agriculture et de l'élevage

5.1 Pratique de l'agriculture

Accès à la terre

Environ 79 pour cent des ménages ont accès à la terre pour pratiquer l'agriculture. Parmi les ménages qui n'ont pas accès à la terre (21% des ménages), 31 pour cent ont indiqué que c'est en raison de problèmes de sécurité et 40 pour cent que c'est en raison de manque de terre.

Parmi les ménages qui ont accès à la terre, environ 33 pour cent n'ont pas cultivé pendant la saison agricole 2014-2015. Dans presque 44 pour cent des cas, c'est en raison de la situation sécuritaire, dans 21 pour cent des cas, c'est en raison des difficultés d'accès à la terre, dans 10,6 pour cent des cas, c'est un problème de déplacement.

Le pourcentage des ménages qui n'ont pas cultivé a augmenté par rapport à 2014. Il était alors de 20 pour cent.

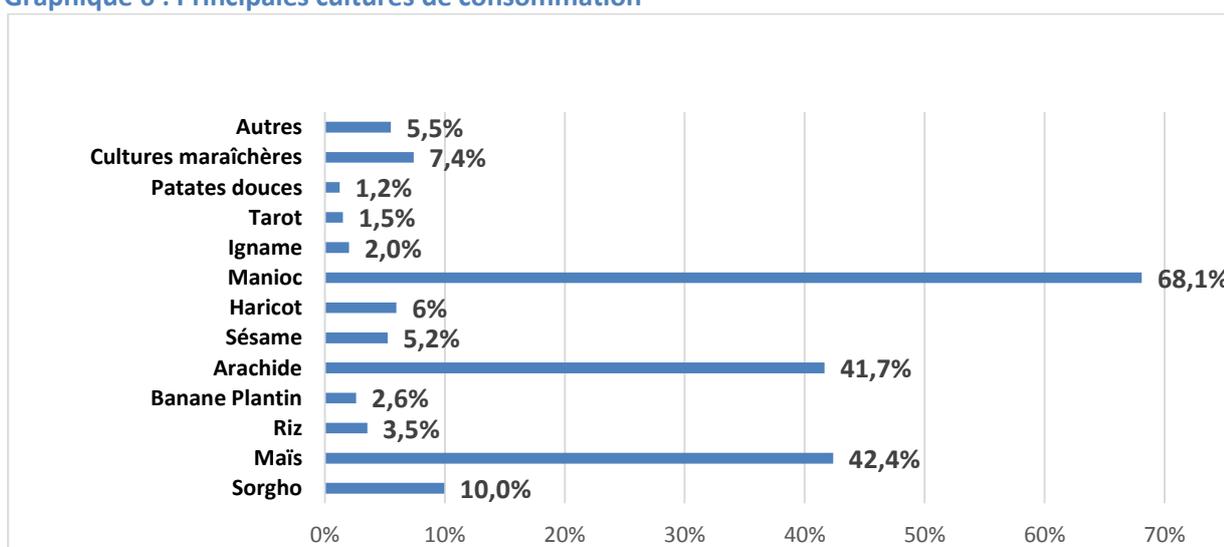
Superficie cultivée

La moitié des ménages a cultivé moins d'un hectare de terre.⁹ La pratique agricole est essentiellement manuelle (les ménages n'ont pas d'animaux d'attelage et seuls 4 pour cent ont une charrue). Ce manque d'outils fait que les superficies cultivées restent limitées.

Cultures pratiquées

Les ménages pratiquent une agriculture de subsistance qui permet de satisfaire de la manière la plus efficace leurs besoins alimentaires. Ainsi environ 68 pour cent des ménages ont cultivé du manioc qui présente d'avantage de pouvoir rester dans la terre sans être cultivé ce qui est extrêmement pratique dans un contexte d'insécurité.

Graphique 6 : Principales cultures de consommation

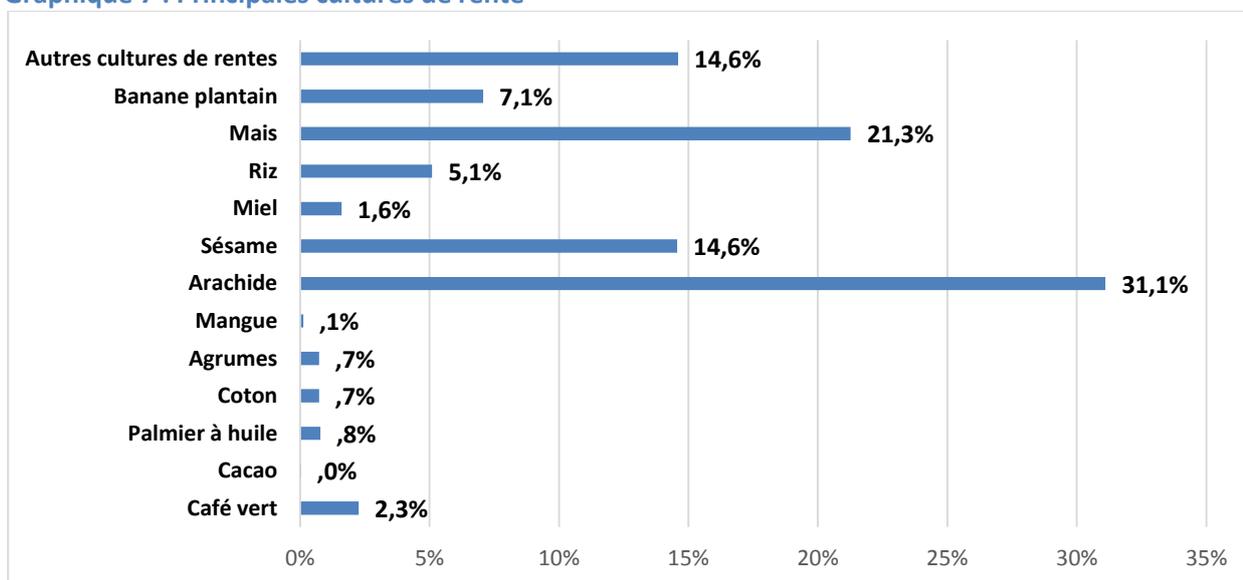


⁹ Un hectare est la valeur de la médiane.

Par ailleurs, 42 pour cent du maïs et 42 pour cent de l'arachide. Les autres cultures sont relativement marginales.

Environ 69 pour cent des ménages qui ont cultivé, ont consacré une partie de leurs terres aux cultures de rente, principalement l'arachide. L'arachide est la culture de rente la plus cultivée (31% des ménages), suivie par le maïs (21,3%), le sésame (14,6%) et d'autres cultures de rente (14,6%).

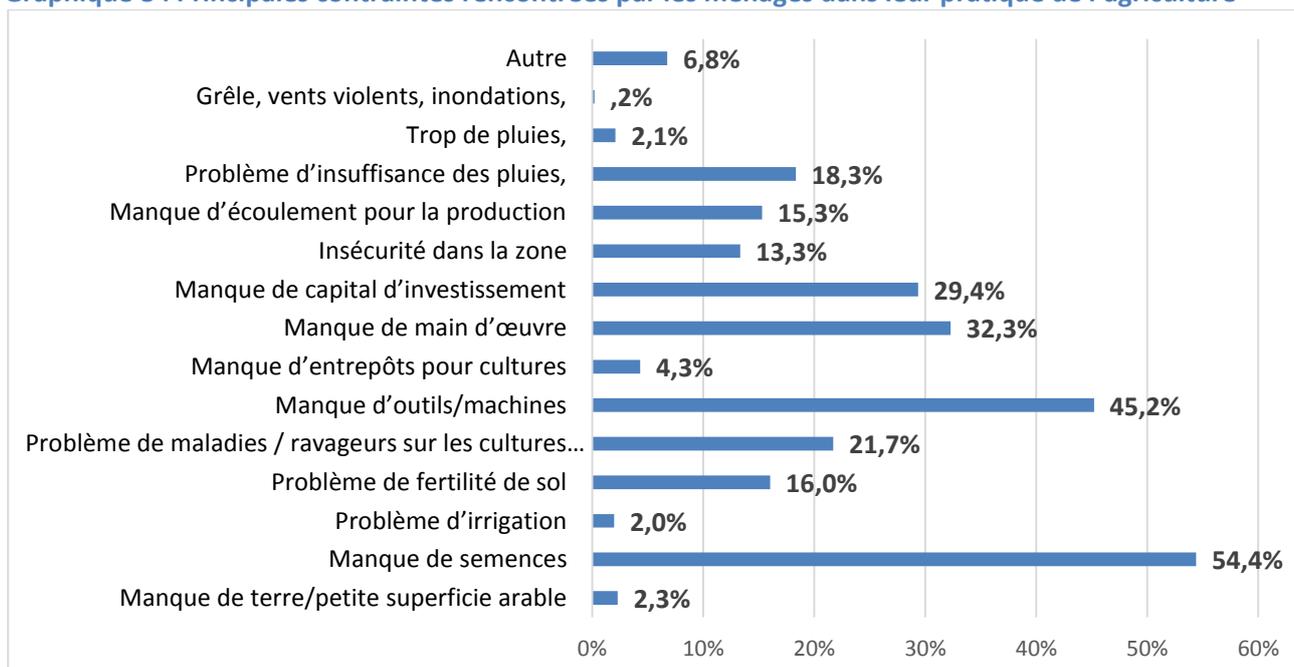
Graphique 7 : Principales cultures de rente



Contraintes rencontrées

Les ménages rencontrent de nombreuses contraintes dans leur pratique de l'agriculture. Environ 54 pour cent des ménages manquent de semences, 45 pour cent manquent d'outils et de machines, 32 pour cent manquent de main d'œuvre et 29 pour cent manquent de capital pour investir.

Graphique 8 : Principales contraintes rencontrées par les ménages dans leur pratique de l'agriculture



Sources de semences

Presque 63 pour cent des ménages doivent acheter leurs semences. Seulement 28,6 pour cent des ménages utilisent les semences de leur propre stock. Le reste des ménages bénéficient de dons, de prêts, de semences de la FAO ou d'ONG.

5.2 Elevage

Situation des éleveurs

Les ménages qui vivent de l'élevage ne sont que 2,2 pour cent au niveau national. Les préfectures d'Ombella M'Poko, d'Ouham et de Vakaga ont les plus fortes concentrations de ménages éleveurs mais ils représentent moins de 5 pour cent des ménages. Dans la région de Vakaga, la proportion a fortement baissé passant de 9 à 3,8 pour cent.

Le contexte sécuritaire a durement affecté le secteur de l'élevage. L'insécurité et les conflits ont eu un impact direct sur la libre circulation des pasteurs transhumants et ont conduit à l'exil répété des éleveurs, ce qui affecte leur accès à l'eau et la survie du secteur de l'élevage.¹⁰

Possession d'animaux

L'insécurité, les vols et pillages ainsi que la pauvreté accrue des ménages ont aussi eu un impact significatif sur les animaux possédés par les ménages. Seulement 30,5 pour cent des ménages possèdent des animaux d'élevage et pratiquement aucun ménage n'a d'animaux d'attelage. Presque 35 pour cent des ménages qui ont des animaux disent avoir subi des pertes ces six derniers mois. Dans un peu plus de 20 pour cent des cas, ces pertes ne sont pas habituelles à cette saison. Dans 15 pour cent des cas, elles sont dues à des pillages, des vols et à l'insécurité.

Les ménages qui ont des animaux d'élevage possèdent principalement de la volaille (en moyenne 7,5 animaux) et des caprins (en moyenne 2,7 animaux). Pratiquement aucun ménage ne possède de bœufs, d'âne, de cheval, de porcins ou d'ovins.

Dans la préfecture de Vakaga, traditionnel région d'élevage, les ménages ont en moyenne plus d'animaux mais les quantités restent faibles. Voir annexe 2 pour des détails au niveau des préfectures.

¹⁰ Selon EFSA 2014

6. Marchés et prix

6.1 Fonctionnement général des marchés

Le pays est largement dépendant des importations en matière d'approvisionnements alimentaires. Du fait de la faiblesse des surplus générés par l'agriculture, les flux à l'intérieur du pays sont modérés et ont comme toutes les autres activités étaient fortement gênés par les conflits.

Manque d'infrastructures

L'état des infrastructures routières mais aussi les faibles capacités de stockage représentent un frein structurel fondamental pour le développement du commerce. Ainsi par exemple, seuls 25 pour cent des grossistes ont des capacités de stockage.

Augmentation des détaillants, réduction des grossistes

De nombreux opérateurs économiques ont tout perdu pendant la crise. Les pillages et violences ont conduit bon nombre de gros négociants à abandonner leur métier, à quitter le pays avec ce qui leur restait d'actifs (bétail, véhicules, etc.) pour s'installer dans les pays voisins ou à n'opérer que dans les zones sous contrôle de la mouvance politique qu'ils estiment favorable à leur sort. Il s'est ensuivi une déstructuration et une décapitalisation des circuits de commercialisation d'une grande ampleur.¹¹

En parallèle, des ménages se sont reconvertis dans le petit commerce avec la crise. Ainsi le nombre de nouveaux petits commerçants a augmenté : environ 20 pour cent des commerçants se sont installés il y a moins de 3 ans et 82 pour cent d'entre-eux sont des détaillants. Ces petits commerces sont principalement tenus par les femmes (82%).

Ventes en baisse et permanence des stratégies de vente

Selon 61 pour cent des commerçants, le nombre de clients est en forte baisse depuis un an. Les baisses sont les plus fortes à Bangui et en Basse-Kotto (100%).

Les opinions sur la tendance des ventes sont mitigées. Par rapport à il y a un an, les ventes seraient en baisse selon 46,2 pour cent des commerçants, et en hausse selon 41 pour cent. Les principales causes de variation des ventes sont liées au stockage, insécurité, difficulté de transport.

Les stratégies de vente n'ont pas changé durant la crise avec toujours autour de 42 pour cent des commerçants qui pratiquent la vente à crédit.

Faible capacité d'approvisionnement des commerçants

Avec la crise les commerçants ont dû se tourner vers de nouveaux fournisseurs, ainsi 46 pour cent d'entre eux ont changé de source de ravitaillement depuis la crise.¹² Alors que plus de 40 pour cent ont recherché des fournisseurs plus éloignés, plus de 45 pour cent ont recherché des fournisseurs plus proches.

Près d'un tiers des commerçants n'est pas capable de répondre à une demande qui doublerait. Un quart pourrait répondre en moins d'une semaine.

¹¹ Informations tirées de la CFSAM 2014.

¹² Tous ont changés leurs sources à Nana-Mambéré ; elles sont restées inchangées à Bangui, Haute-Kotto et Bamingui-Bangoran.

La saison des pluies demeure la période de ravitaillement critique, avec 86 pour cent des commerçants rapportant des ruptures de stock.

Pour un quart des femmes la principale contrainte pour l'agrandissement de leur commerce est le manque de capital propre (91% des répondants), ceci n'est une contrainte que pour 2 pour cent des hommes.

Approvisionnement des ménages

Les ménages ne semblent pas se plaindre d'un manque d'approvisionnement au niveau des marchés locaux. Leur perception des prix porte à croire que les marchés sont très faiblement intégrés vu la différence des prix entre les préfectures.

Les ménages ne préfèrent pas trop s'éloigner de leur village pour l'achat et la vente de produits agricoles et bétail du fait de l'insécurité, mais aussi des coûts de transport. Près de 50 pour cent des ménages se rendent sur les marchés de leur propre village ou du village voisin pour s'approvisionner et 80 pour cent restent dans la préfecture.¹³ Le choix des marchés sont dictés par : la proximité (18%), le bon approvisionnement (18%), des prix d'achat bas (16%) et un écoulement facile (13%).

6.2 Analyse de la disponibilité et des prix

Mauvaise disponibilité

Suite à une installation tardive des pluies, une insuffisance d'accès aux semences et une baisse significative des superficies mises en valeur, les récoltes en cours seront réduites par rapport à la normale et les disponibilités vivrières nationales y compris les importations seront significativement insuffisantes pour les besoins de consommation des ménages en 2016.¹⁴ Avec la recrudescence des conflits intercommunautaires, les activités de certains marchés sont au ralenti en 2015, les corridors commerciaux sont perturbés entraînant une diminution des approvisionnements du pays en produits vivriers et animaux.

La production alimentaire est de manière générale insuffisante. En 2014, il y avait un déficit de 56 868 tonnes de céréales.¹⁵ La rubrique manioc était aussi déficitaire de 24858 tonnes équivalents céréales.¹⁶

Tableau 3 : Bilan de l'offre et de la demande en céréales, 2014-2015

		Maïs	Mil/Sorgho	Riz usiné	Blé	Total céréales	Manioc équivalent céréales
Disponibilités intérieures		25676	16980	3290		45946	208419
	Production	25676	16980	3290		45946	208419
	Variation de stocks	0	0	0		0	0
Utilisation Totale		84114	55023	9108	31957	180202	233277
	Consommation alimentaire	80884	53584	8789	31957	175214	222856
	Semences	1947	590	154	0	2691	0
	Alimentation animale	0	0	0	0	0	0
	Pertes	1283.8	849	165	0	2297	10421
	Exportations	0	0	0	0	0	0
Besoins d'importation		-58438	-38043	-5818	-31957	-134256	-24858
	Importations commerciales			2679	26709	29388	
	Aide alimentaire en stock et prévue					48000	
Déficit à couvrir						-56868	

Source : CFSAM 2014

¹³ D'après les discussions de groupe

¹⁴ Analyse de FEWS NET

¹⁵ D'après le CFSAM 2014

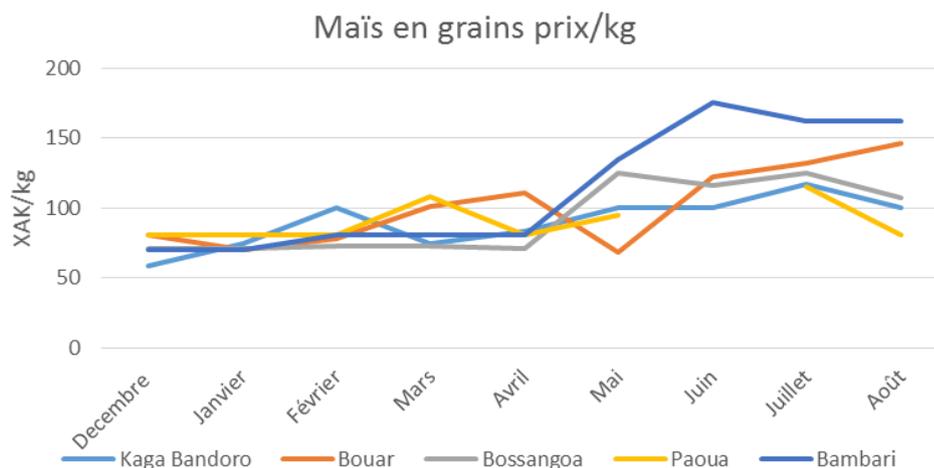
¹⁶ Le manioc et les céréales représentent environ 45 pour cent de l'apport calorique de la ration alimentaire journalière des centrafricains

Prix élevés et volatiles

L'analyse de la perception des prix par les ménages montre cependant une forte variation des prix d'une préfecture à l'autre ceci peut s'expliquer par une intégration particulièrement faible des marchés.

Le maïs, l'arachide et les haricots sont les denrées les plus échangées. Leurs tendances de prix sont à la hausse selon leur cycle saisonnier : leurs prix sont élevés en août comme typiquement en période de soudure et restent volatiles.

Graphique 9 : Prix du maïs en grains XAF/kg, 2015



Le prix de l'arachide a baissé de 37 pour cent par rapport à août 2014. Le prix du maïs a baissé de 10 pour cent par rapport à août 2014.¹⁷

Selon la FAO, le taux d'inflation moyen, qui a bondi d'un minimum 1,5 pour cent en 2013 à 15 pour cent en 2014, principalement en raison de l'augmentation de l'inflation des prix alimentaires et de la perturbation des échanges, est redescendu à 8 pour cent en 2015, principalement en raison d'une légère amélioration de la sécurité et la chute des prix du pétrole. Cependant, les contraintes à la production des cultures et les secteurs de l'élevage et de la pêche continueront à soutenir les prix élevés des denrées alimentaires et l'inflation générale, en raison de l'insécurité.¹⁸ Consulter l'annexe 6 pour des informations sur la perception des prix par les ménages.

¹⁷ICASEES.

¹⁸Crop Prospects and Food Situation, Octobre 2015, FAO

7. Consommation alimentaire des ménages

7.1 Situation actuelle de la consommation alimentaire des ménages

En septembre 2015, environ 44,2 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire qui n'est pas satisfaisante. Environ 14,8 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et 29,4 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire limite.

Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre ont un régime très peu diversifié et très insuffisant : ils consomment principalement des céréales (2 jours par semaine) et des légumes (4 jours par semaine). Les protéines animales, légumineuses et les fruits sont consommés moins d'une fois par semaine. Le lait n'est pratiquement pas consommé.

Les ménages avec une consommation alimentaire limite consomment beaucoup plus fréquemment des céréales (4 jours par semaine) par rapport au groupe précédent, ils consomment un jour de plus des légumes et légumineuses. La consommation de fruits et de protéines animales est très faible, celle du lait est pratiquement inexistante.

Les ménages avec une consommation alimentaire acceptable consomment beaucoup plus souvent des légumineuses, des protéines animales, des fruits, du sucre et de l'huile. Ils consomment des céréales presque 6 jours par semaine et consomment du lait mais peu fréquemment (1,5 jour par semaine).

Tableau 4 : Régime alimentaire des différents groupes de consommation alimentaire

Groupes de consommation alimentaire	Nombre de jours de consommation des groupes d'aliment sur une semaine							
	Aliments de base (céréales)	Légumineuses	Protéines animales	Lait	Légumes	Fruits	Huile	Sucre
Pauvre	1,9	0,63	0,51	0,01	4,23	0,52	1,69	2,25
Limite	4,16	1,97	1,17	0,06	5,08	0,81	3,59	2,81
Acceptable	5,63	4,33	2,93	1,52	5,16	1,82	4,79	4,31
Total	4,65	3,09	2,06	0,87	5,00	1,33	3,98	3,57

Méthodologie : La consommation alimentaire des ménages est évaluée sur la base du score de la consommation alimentaire des ménages (SCA). Ce score est un indicateur de l'accessibilité aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire. Il est calculé à partir de :

- la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage pendant les sept jours précédant l'enquête),
- la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête),
- l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

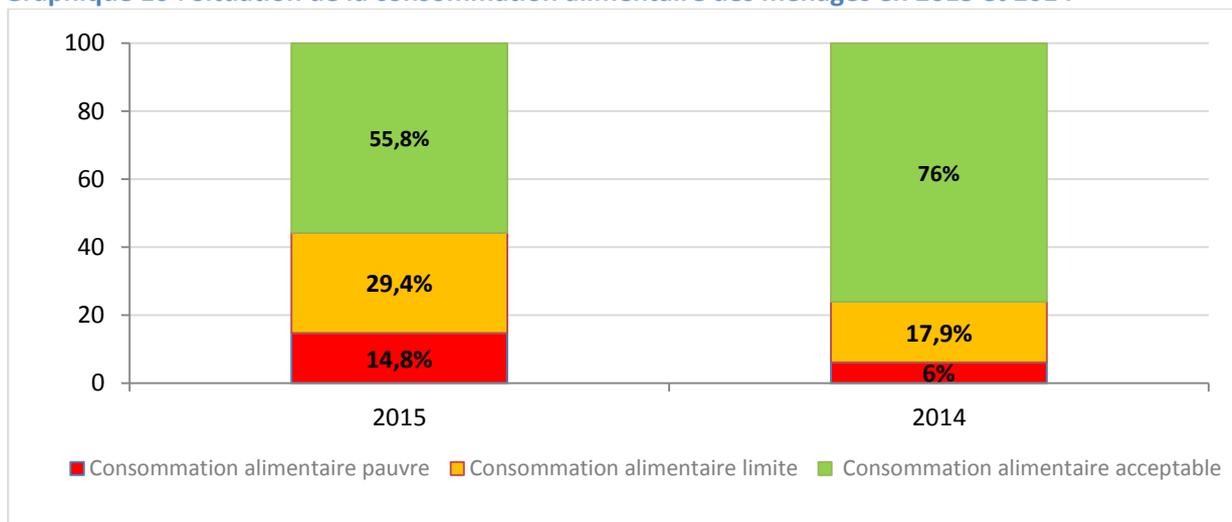
De manière générale et dans toutes les préfectures, la fréquence de consommation de fruits, lait et protéines animales est faible. Mais dans certaines préfectures, la fréquence de consommation des céréales, des légumineuses et légumes est également très basse : il s'agit des préfectures de Nana-Mambéré, Haut-Mbomou et Mambéré-Kadéï. Pour des informations complètes sur la fréquence de consommation de divers groupes d'aliments des ménages par région, consulter l'annexe 3.

7.2 Evolution de la situation de la consommation alimentaire des ménages

Le pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire non adéquate a beaucoup augmenté depuis 2014, passant de 23,9 pour cent à 44,2 pour cent des ménages.

Le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire pauvre a plus que doublé passant de 6 pour cent à 14,8 pour cent. Le pourcentage des ménages avec une consommation alimentaire limitée a lui aussi beaucoup augmenté, passant de 17,9 pour cent à 29,4 pour cent.

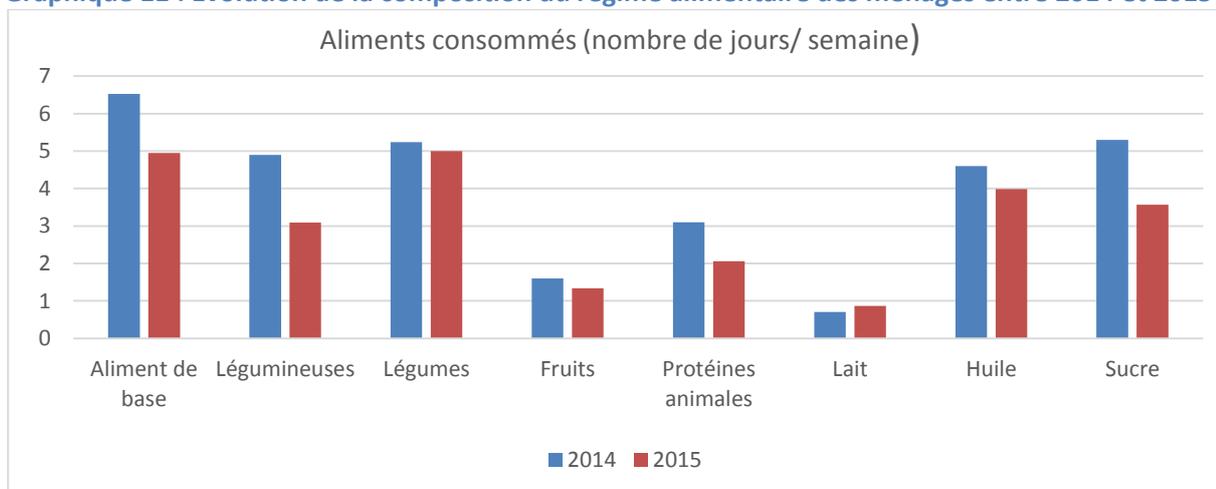
Graphique 10 : Situation de la consommation alimentaire des ménages en 2015 et 2014



Cette augmentation des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limitée s'explique par la diminution de la fréquence de consommation de presque tous les groupes d'aliments.

Ainsi entre 2014 et 2015, le régime alimentaire des ménages s'est beaucoup appauvri : ainsi les ménages consomment moins souvent des céréales (5 jours contre 6,5 jours par semaine), des légumineuses (3 jours contre 5 jours), des protéines animales (2 jours contre 3 jours), du sucre (3,6 jours contre 5,3 jours) et un peu moins souvent de l'huile et des fruits.

Graphique 11 : Evolution de la composition du régime alimentaire des ménages entre 2014 et 2015



Pour avoir des informations sur l'évolution de la composition du régime alimentaire des ménages par préfecture, consulter l'annexe 3.

8. Stratégies d'adaptation des ménages

Les résultats de l'enquête montrent que la vulnérabilité des ménages face aux chocs créés par les conflits et la violence s'est exacerbée. Les ménages recourent donc de plus en plus à des stratégies d'adaptation pour pallier au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer.

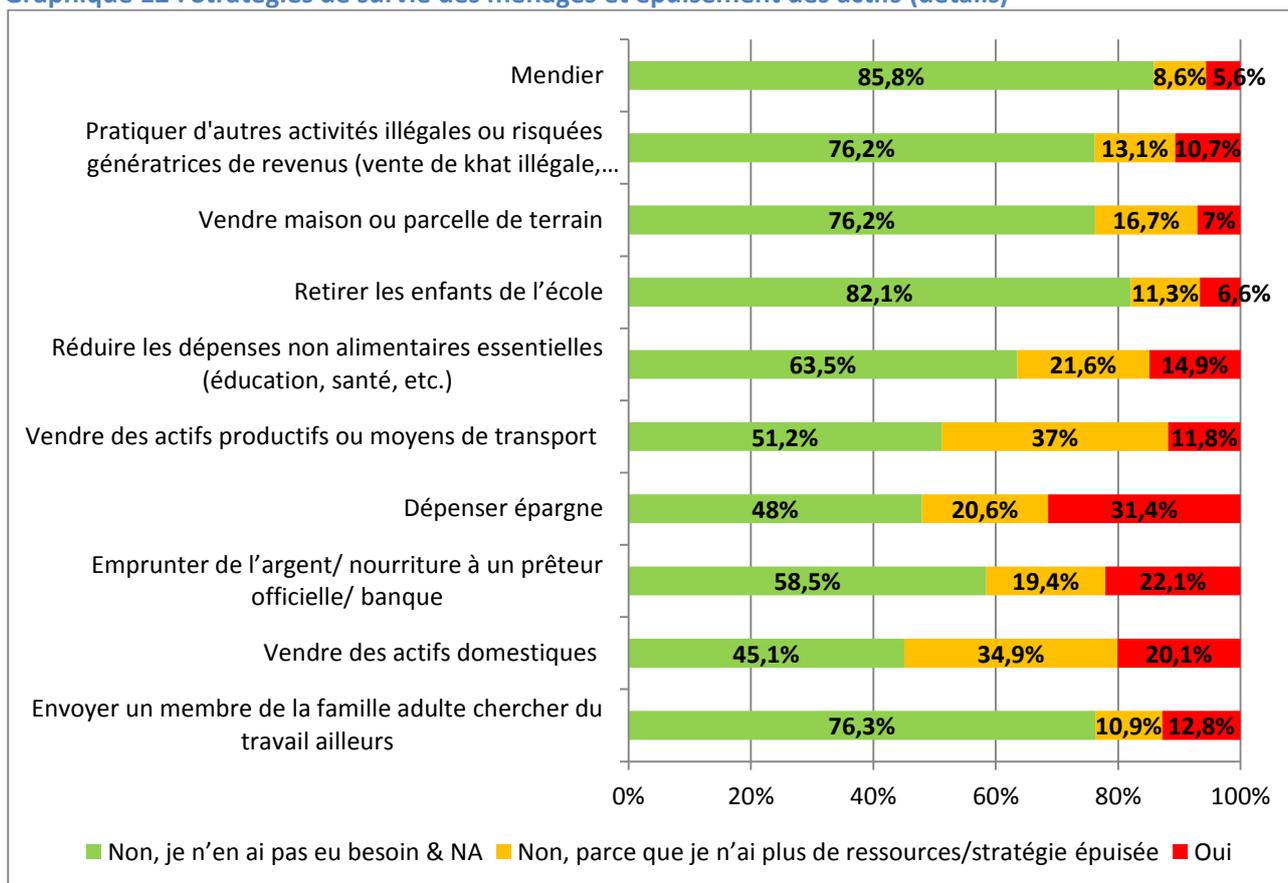
Très grande majorité recourt aux stratégies d'adaptation

Seuls 16 pour cent des ménages ne recourent à aucune stratégie d'adaptation ou n'ont pas épuisé leurs possibilités de recourir à des stratégies. Le reste des ménages soit **83,3 pour cent recourent à au moins une stratégie d'adaptation** pour faire face à un manque de nourriture ou d'argent pour en acheter.

Épuisement des actifs

Une proportion importante de ménages a épuisé leurs actifs. Ils n'ont donc pas la possibilité de recourir à certaines stratégies de survie. Ainsi, 37 pour cent ne peuvent vendre des actifs productifs ou des moyens de transport, 35 pour cent ne peuvent vendre des actifs domestiques, 21,6 pour cent ne peuvent réduire leurs dépenses non alimentaires essentielles comme les dépenses de santé ou d'éducation et 20,6 pour cent n'ont pas d'épargne à dépenser. Les ménages n'ont plus ces ressources.

Graphique 12 : Stratégies de survie des ménages et épuisement des actifs (détails)



Large recours aux stratégies d'urgence et de crise

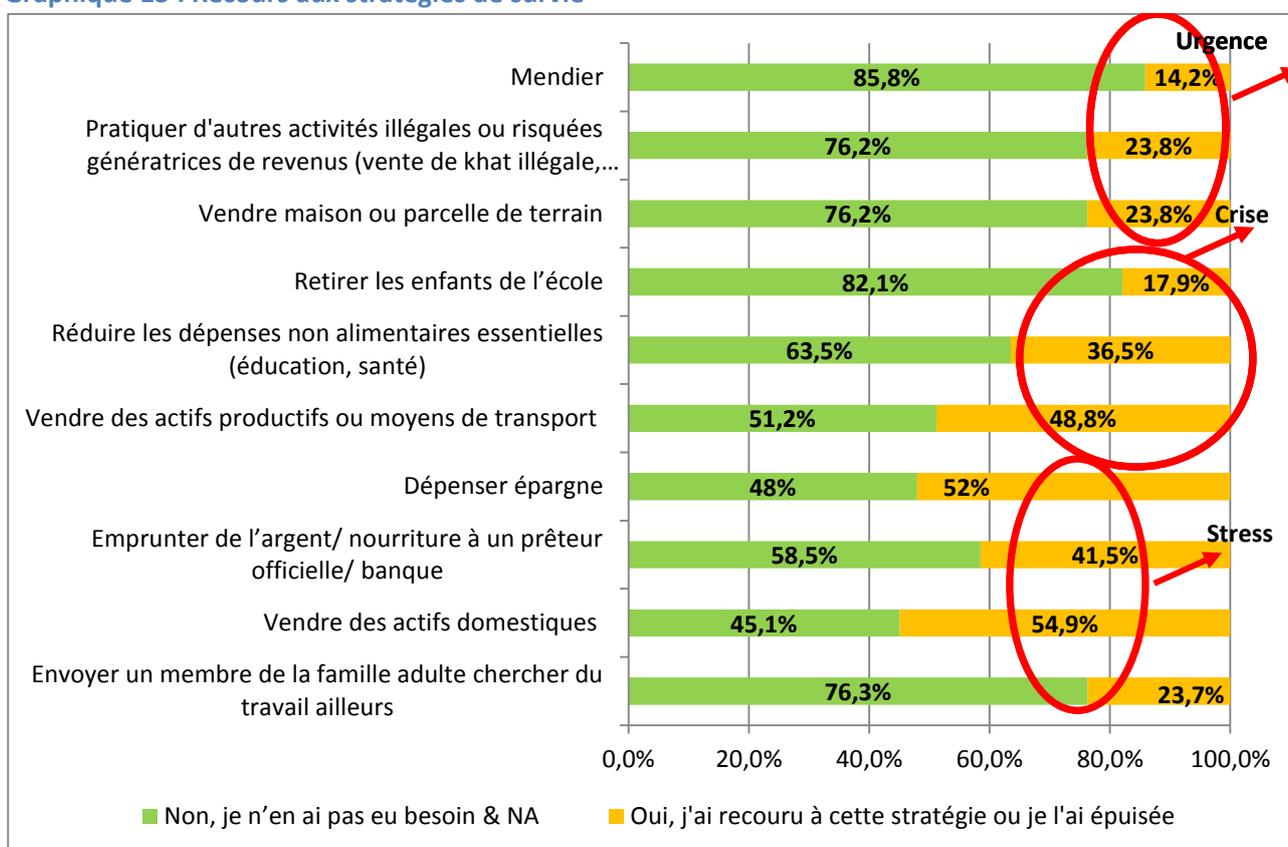
Les stratégies d'urgence qui hypothèque durablement les moyens de subsistance des ménages sont très largement utilisées.

Plus d'un tiers des ménages (37,7%) recourent à au moins une **stratégie d'urgence** pour faire face au manque de nourriture ou d'argent pour en acheter.¹⁹ Presque 6 pour cent des ménages mendient, presque 11 pour cent ont des activités illégales, et 7 pour cent ont vendu leur maison ou une parcelle de terrain. Entre 9 et 17 pour cent des ménages ont épuisé ces stratégies.

Presque un tiers des ménages (30,4%) recourent à au moins une **stratégie de crise**²⁰, comme la réduction de leurs dépenses de santé ou d'éducation (15%), la vente d'actifs productifs (11,8%) ou le retrait des enfants de l'école (6,6%). Plus de 20 pour cent des ménages ont épuisé la possibilité d'y recourir.

Environ 15,8 pour cent des ménages recourent à au moins une **stratégie de stress**.²¹ Ainsi près d'un tiers des ménages dépensent leur épargne, 22 pour cent empruntent de l'argent ou de la nourriture et 20 pour cent vendent des actifs domestiques.

Graphique 13 : Recours aux stratégies de survie



Note : Dans ce graphique, le pourcentage des ménages qui recourent à une stratégie de survie et le pourcentage de ceux qui l'ont épuisée sont additionnés.

Définitions - Les stratégies de survie sont classées en trois catégories selon leur degré de sévérité.

Stratégies de stress (emprunter de l'argent ou dépenser ses économies, etc.) conduisent à une réduction de la capacité des ménages à affronter des chocs futurs car elles entraînent une diminution de leurs ressources ou une augmentation de leurs dettes.

Stratégies de crise (vente d'actifs productifs, etc.) impliquent une réduction de la productivité future.

Stratégies d'urgence (vente de terres, etc.) affectent également la productivité future, mais sont plus difficiles à renverser ou ont une nature plus dramatique.

¹⁹ Ce chiffre comprend les ménages qui recourent à au moins une stratégie d'urgence et ceux qui ont épuisé ces stratégies.

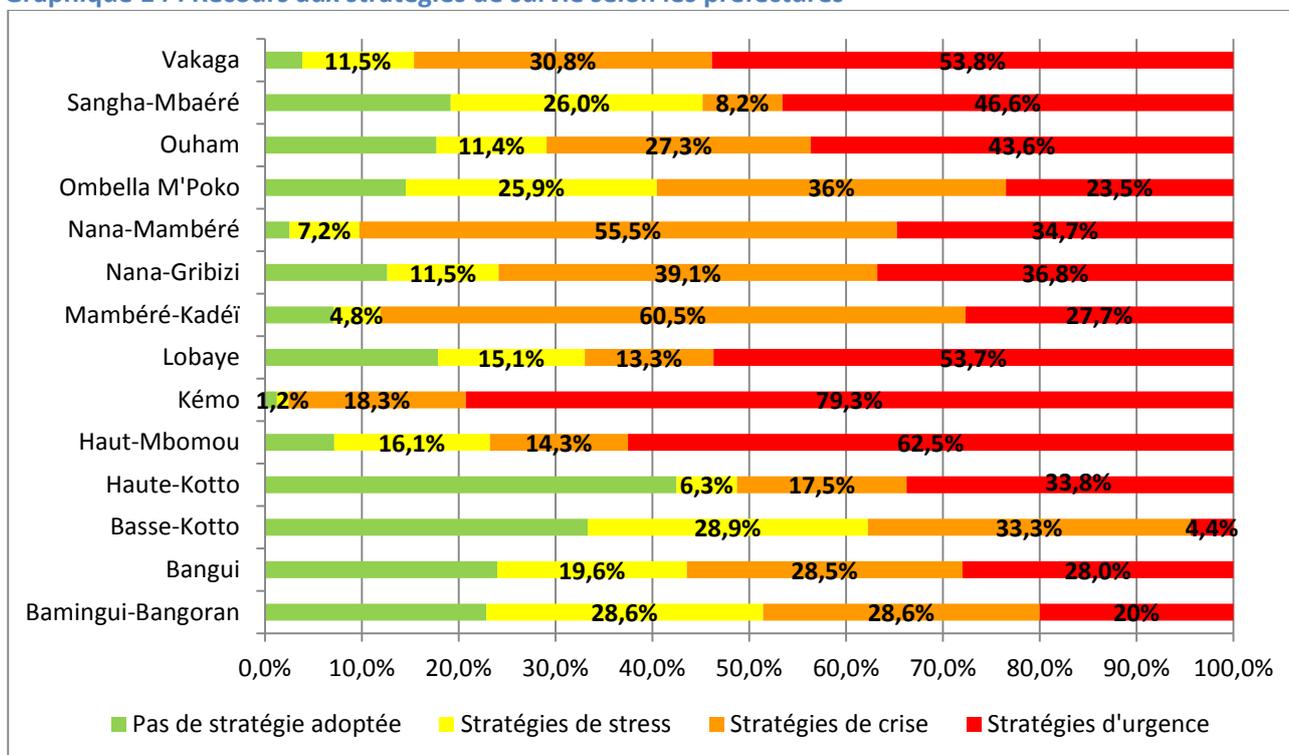
²⁰ Idem, pour les stratégies de crise.

²¹ Idem pour les stratégies de stress.

Niveau de recours différent selon les régions

Dans certaines préfectures, le pourcentage des ménages qui recourent à des stratégies qui affectent leurs moyens de subsistance et productivité future sont extrêmement élevés (stratégies de crise et d'urgence) : Kémo (97,6%), Nana-Mambéré (90,3%), Mambéré-Kadéï (88,1%) et Vakaga (84,6%).

Graphique 14 : Recours aux stratégies de survie selon les préfectures



Endettement

Environ 72 pour cent de ménages ne peuvent s'endetter. Dans 40 pour cent des cas, ils n'ont jamais eu accès au crédit et dans 30 pour cent des cas, ils n'ont pas les moyens de rembourser.

Seuls 28 pour cent des ménages ont la possibilité de contracter une dette auprès de quelqu'un ou d'une structure. Parmi eux, plus de la moitié des ménages (54,3%) ont contracté une dette ces trois derniers mois. Dans les trois quarts des cas, elle a été contractée auprès de parents ou amis, dans 14 pour cent des cas, auprès de commerçants.

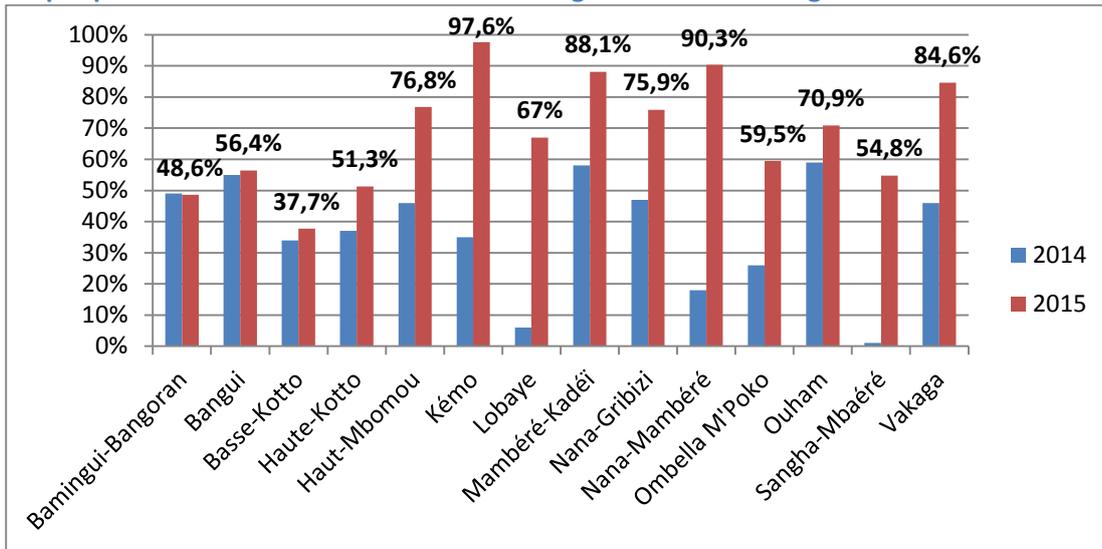
Parmi les ménages qui ont la possibilité de s'endetter (28%) et qui l'ont fait (54%), 70 pour cent ont acheté de la nourriture à crédit.

Forte augmentation du recours aux stratégies de survie par rapport à l'enquête de 2014

Dans presque toutes les préfectures, la proportion de ménage qui ont recourt à des stratégies de crise et d'urgence a beaucoup augmenté entre 2014 et 2015. L'augmentation a été particulièrement importante dans les préfectures suivantes : Kémo, Lobaye, Nana-Membéré, Sangha-Mbaéré, Haut-Mbomou et Vakaga.

Au niveau national, en 2014, 19 pour cent des ménages recouraient à des stratégies d'urgence contre 37,7% pour cent en 2015 ; 24 pour cent recouraient à des stratégies de crise contre 34 pour cent en 2015.

Graphique 15 : Evolution du recours aux stratégies de crise et d'urgence entre 2014 et 2015



9. Dépenses des ménages

Niveau de dépenses très faible

Les ménages ont un niveau de dépense très faible. En moyenne les ménages dépensent 60 874 francs (environ 101 dollars) par mois, soit 11 418 francs (19 dollars) par personne et par mois ou moins d'un dollar par jour ce qui est dessous du seuil de pauvreté.

Les dépenses mensuelles sont les plus basses dans les préfectures de Haut Mbomou (environ 5 500 francs soit 9 dollars/mois/personne), d'Ouham (6 310 francs soit 10,5 dollars) et de Basse Kotto (7 696 francs soit 12,8 dollars). Consulter l'annexe 5 pour connaître le niveau de dépenses dans chaque préfecture.

Les dépenses alimentaires - principal poste de dépenses des ménages - représentent 69 pour cent du total des dépenses en moyenne. Les autres principaux postes de dépenses sont les dépenses médicales, les dépenses en savon et produits sanitaires, le transport, les vêtements, le tabac et l'alcool représentant chacun autour de 3 ou 4 pour cent des dépenses.

Dépenses alimentaires part importante du budget

Pour des proportions importantes de ménages, l'achat de nourriture représente une part importante voire très importante de leur budget. Ainsi presque 39 pour cent des ménages consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses aux achats de nourriture. Chez seulement 16 pour cent des ménages, les achats de nourriture représentent moins de 50 pour cent des dépenses.

Dans la préfecture de Vakaga, près de 84 pour cent des ménages consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation. Cette proportion de ménage est également élevée dans la préfecture de Bamingui-Bangoran (presque 62%), Nana-Mambéré (57,7%) et Mambéré-Kadéï (54%).

Tableau 5 : Part des dépenses consacrées aux achats alimentaires, par préfecture

Préfectures	Groupes de dépenses alimentaires			
	Moins de 50% dépenses pour la nourriture	50% à 65% des dépenses pour la nourriture	65% à 75% des dépenses pour la nourriture	75% ou plus des dépenses pour la nourriture
Bamingui-Bangoran	2,9%	5,9%	29,4%	61,8%
Bangui	38,9%	31,1%	12,1%	17,9%
Basse-Kotto	26,3%	37,6%	17,6%	18,5%
Haute-Kotto	6,3%	26,3%	20,0%	47,5%
Haut-Mbomou	33,3%	25,9%	16,7%	24,1%
Kémo	6,2%	25,9%	33,3%	34,6%
Lobaye	10,6%	28,7%	25,5%	35,2%
Mambéré-Kadéï	5,5%	13,9%	26,5%	54,0%
Nana-Gribizi	4,5%	22,5%	27,0%	46,1%
Nana-Mambéré	8,1%	17,1%	17,1%	57,7%
Ombella M'Poko	15,1%	25,7%	18,4%	40,8%
Ouham	5,9%	25,5%	22,7%	45,9%
Sangha-Mbaéré	16,9%	29,6%	21,1%	32,4%
Vakaga		5,3%	10,5%	84,2%
Total	16,1%	25,0%	20,4%	38,5%

10. Situation de la sécurité alimentaire

10.1 Insécurité alimentaire au niveau national

La moitié des ménages en insécurité alimentaire

En République Centrafricaine, environ la **moitié de la population (50,5%) est en insécurité alimentaire. Cela représente environ 1 million 950 000 personnes.**²²

Environ **586 000 personnes, soit 15,2 pour cent de la population**, sont en insécurité alimentaire sévère. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente, ils consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses à la nourriture – signe de grande vulnérabilité économique - et recourent à des stratégies de survie d’urgence qui menacent leurs moyens d’existence futurs de manière irréversible.

Environ 1 million 360 000 personnes, soit **35,3 pour cent de la population**, sont en insécurité alimentaire modérée. Ces ménages ont une consommation alimentaire limite, ils consacrent une part importante de leurs dépenses (entre 65 et 75%) à la nourriture et recourent à des stratégies de crise qui mettent en péril leurs moyens de subsistance futurs.

Seulement 6 pour cent de la population est en sécurité alimentaire. Le reste, soit environ 43,6 pour cent des ménages est dans une situation limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies de survie irréversibles. Ils consacrent entre 50 et 65 pour cent de leurs dépenses à la nourriture.

Tableau 6 : Classification de la sécurité alimentaire

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut Actuel	Consommation Alimentaire	Score de consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable		Consommation alimentaire limite	Consommation alimentaire pauvre
			55,8%		29,4%	14,8%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 50% et 65% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 65% et 75% des dépenses consacrées à la nourriture	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture
			13,9%	23,4%	20,9%	41,8%
	Epuisement des actifs	Catégories de stratégies de survie	Aucune	Stratégies de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence
16,1%*			15,8%	30,4%	37,7%	
Classification globale – Indice de Sécurité alimentaire			5,9%	43,6%	35,3%	15,2%

*Ménages qui n'ont pas eu besoin d'adopter des stratégies de survie.

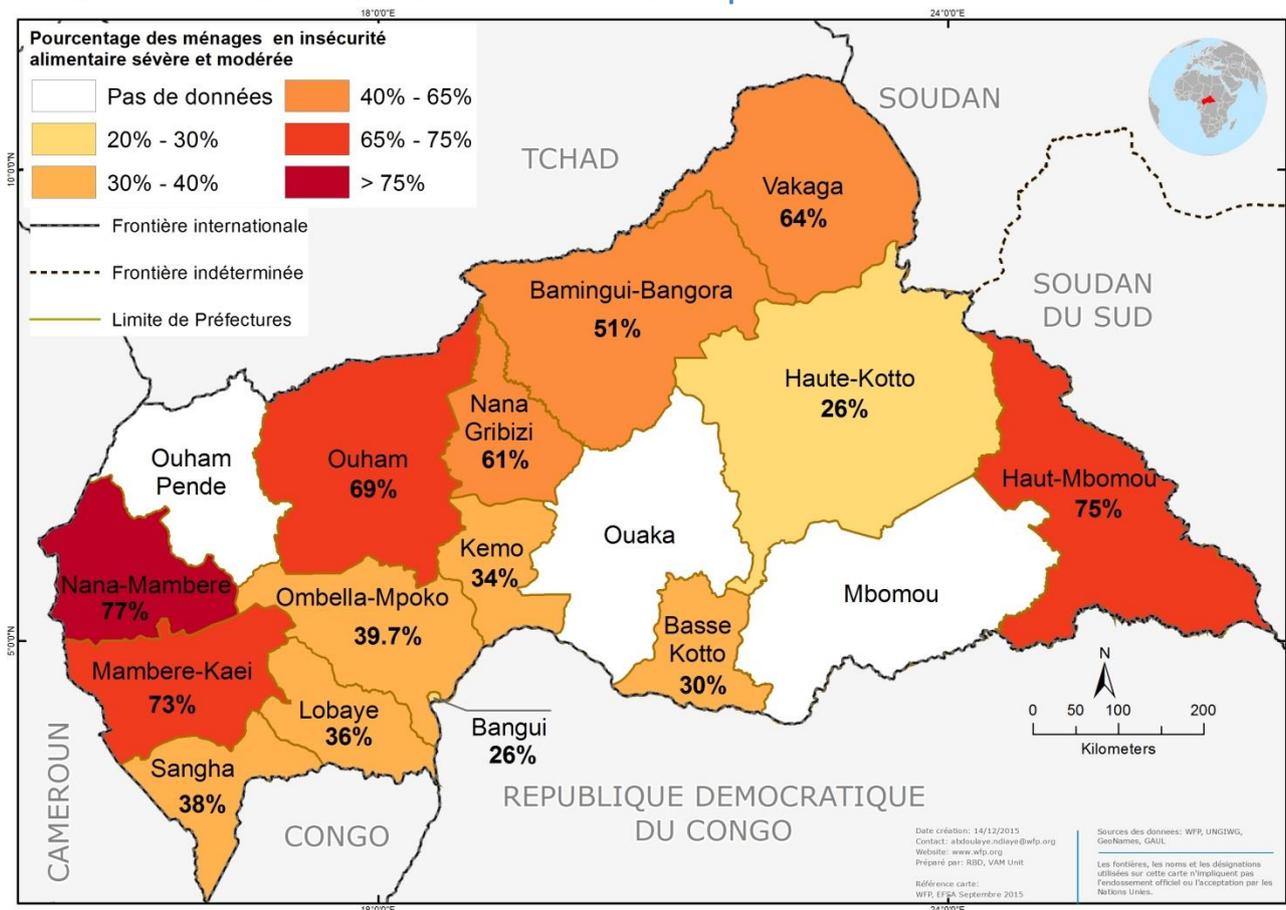
²² **Clarification importante** : Cette enquête ne prend pas en compte les trois préfectures pour lesquelles les données manquaient au moment de l’analyse. Le chiffre de la population totale utilisé est de 3,8 millions (soit la population totale du pays de 4,9 millions moins celle des trois préfectures (Ouaka, Ouham-Pendé et Mbomou).

10.2 Situation de l'insécurité alimentaire par préfecture

La situation de la sécurité alimentaire varie fortement selon les préfectures.

L'insécurité alimentaire est très élevée (supérieure à 60 pour cent des ménages) dans les préfectures de Nana-Mambéré (77%), Haut-Mbomou (74,5%), Mambéré-Kadéï (73,2%), Ouham (68,6%), Vakaga (64%) et Nana-Gribizi (61,4%).

Carte 2 : Insécurité alimentaire sévère et modérée dans les préfectures

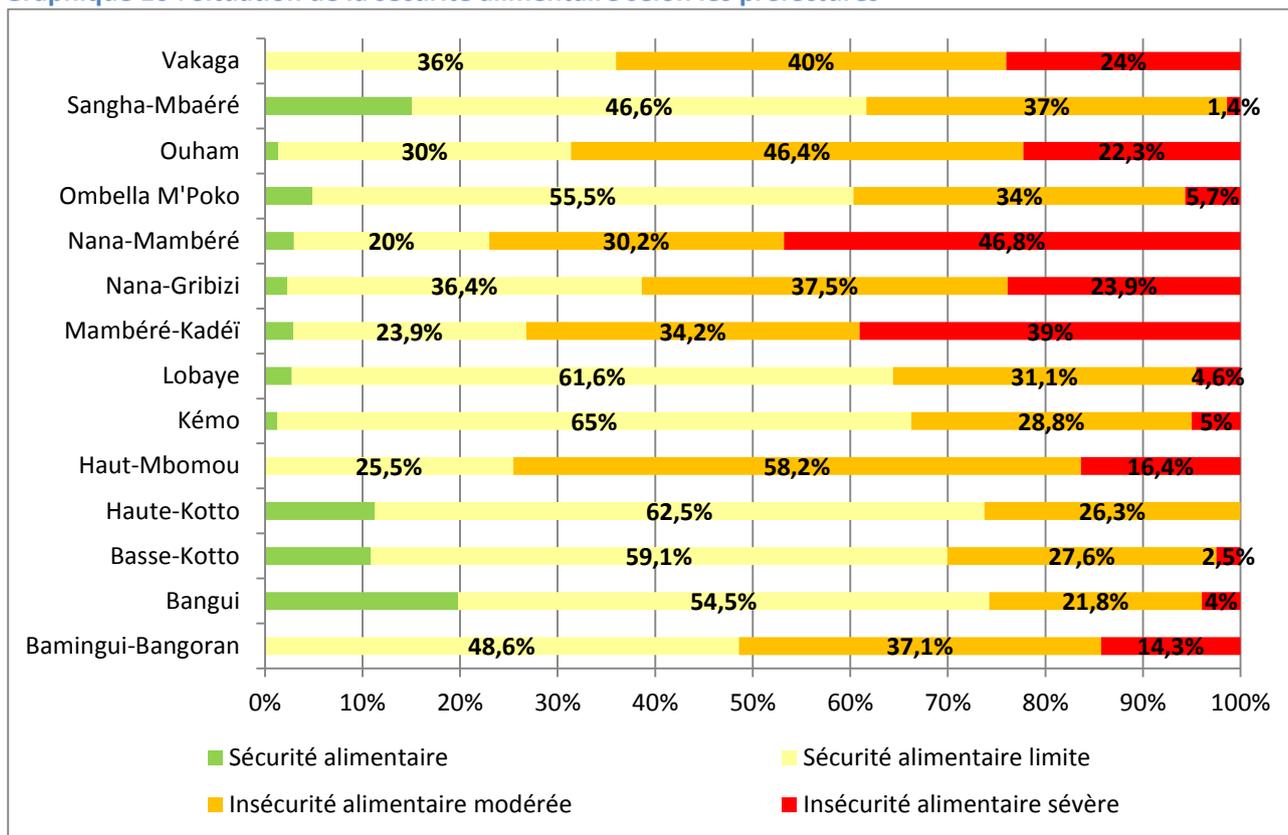


Le pourcentage des ménages en insécurité alimentaire sévère est très élevé dans les préfectures de Mambéré-Kadéï (46,8%), Nana-Mambéré (46,8%). Dans les préfectures d'Ouham, Nana-Gribizi et Vakaga, le taux est élevé et est compris entre 22 et 24 pour cent des ménages.

Dans toutes les préfectures, une partie très importante des ménages est dans une situation de sécurité alimentaire limite.

Ainsi les ménages en situation de sécurité alimentaire représentent une part infime de la population : ils sont moins de 5 pour cent dans presque toutes les préfectures, sauf celles de Basse-Kotto (10,8%), Haute Kotto (11,3%), Sangha-Mbaéré (15,1%) et Bangui (19,8%).

Graphique 16 : Situation de la sécurité alimentaire selon les préfectures



C'est dans les préfectures les plus peuplées que le nombre de personnes en insécurité alimentaire est le plus élevé : Mambéré Kadéï (335 800), Ouham (318 500), Nana Mambéré (226 200) et Ombella M'Poko (178 000).

A Bangui, 216 000 personnes sont en insécurité alimentaire dont 33 000 de manière sévère.

Tableau 7 : Nombre de personnes en insécurité alimentaire par préfecture

	Taille de la population	Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire
		%	Nombre de personnes	%	Nombre de personnes	Nombre total de personnes
Bamingui Bangoran	54346	37,1%	20186	14,3%	7 764	27 950
Bangui	839 081	21,8%	182 770	4,0%	33 231	216 001
Basse Kotto	313 225	27,6%	86 407	2,5%	7 715	94 122
Haute Kotto	113 543	26,3%	29 805	-	-	29 805
Haut Mbomou	72 416	58,2%	42 133	16,4%	11 850	53 983
Kémo	148 874	28,8%	42 801	5,0%	7 444	50 245
Lobaye	310 365	31,1%	96 369	4,6%	14 172	110 541
Mambéré Kadéï	458 611	34,2%	156 815	39,0%	179 006	335 822
Mbomou*			-		-	-
Nana Gribizi	148 115	37,5%	55 543	23,9%	35 346	90 889
Nana Mambéré	293 759	30,2%	88 753	46,8%	137 504	226 257
Ombella M'Poko	448 465	34,0%	152 514	5,7%	25 419	177 934

Ouaka*			-		-	-
Ouham	464 174	46,4%	215 208	22,3%	103 384	318 592
Ouham Péné*			-		-	-
Sangha Mbaéré	127 068	37,0%	46 998	1,4%	1 741	48 738
Vakaga	65 694	40,0%	26 278	24,0%	15 767	42 044
Total	3 857 736	35,3%	1 361 781	15,2%	586 376	1 948 157

*pas de données disponibles dans cette préfecture

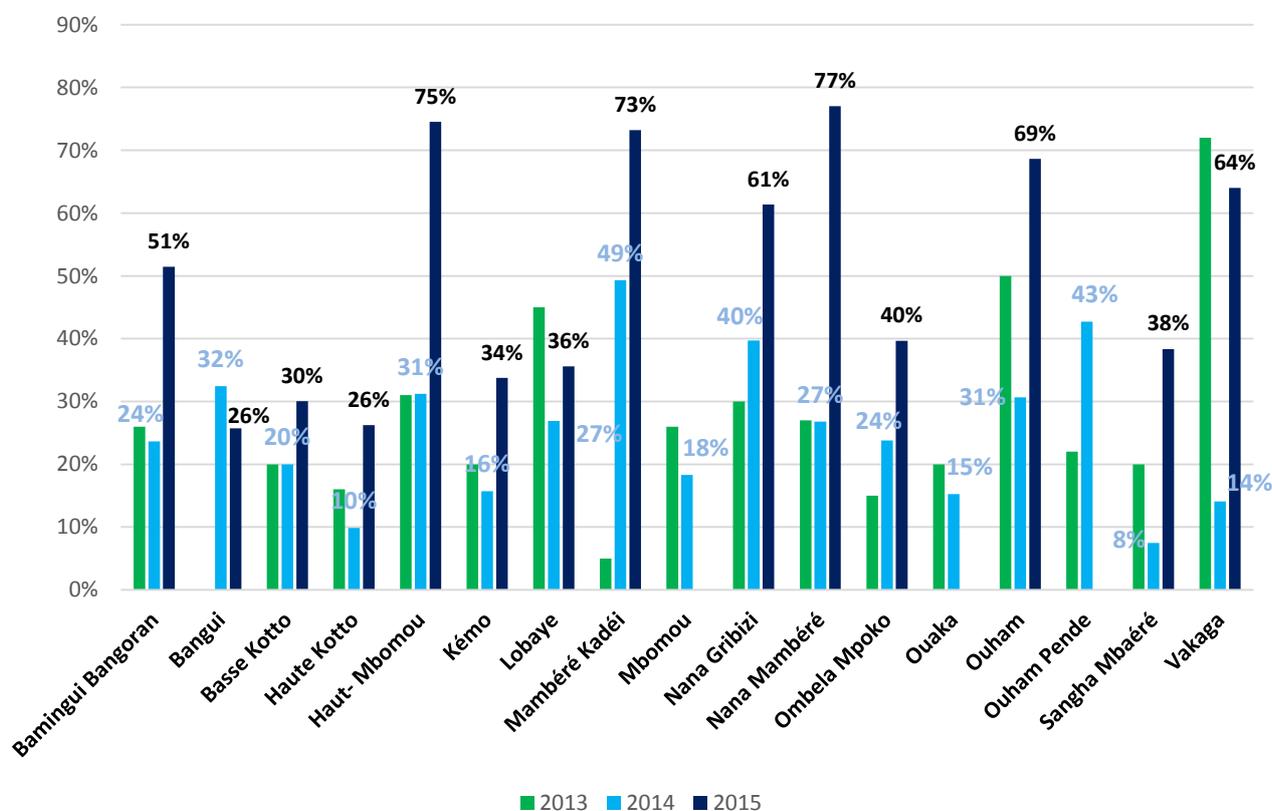
10.3 Evolution de la situation de l'insécurité alimentaire depuis 2013

Au niveau national, l'insécurité alimentaire a beaucoup augmenté entre 2014 et 2015 passant de 29 pour cent de la population à 50,5 pour cent.

- L'insécurité alimentaire sévère a beaucoup progressée et est passée de 3 pour cent de la population à 15,2 pour cent.
- L'insécurité alimentaire modérée est passée de 26 pour cent à 35,3 pour cent.

La situation de l'insécurité alimentaire s'est détériorée dans pratiquement toutes les régions par rapport à 2013 et 2014. Elle s'est énormément détériorée et a plus que doublé dans les préfectures de Bamingui Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Nana Mambéré, Ouham, Sangha Mbaéré et Vakaga. Elle s'est détériorée, mais un peu moins fortement dans les préfectures de Mambéré-Kadéï, Kémo, Nana Gribizi et Ombela Mpoko.

Graphique 17 : Prévalence de l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) en 2013, 2014 et 2015

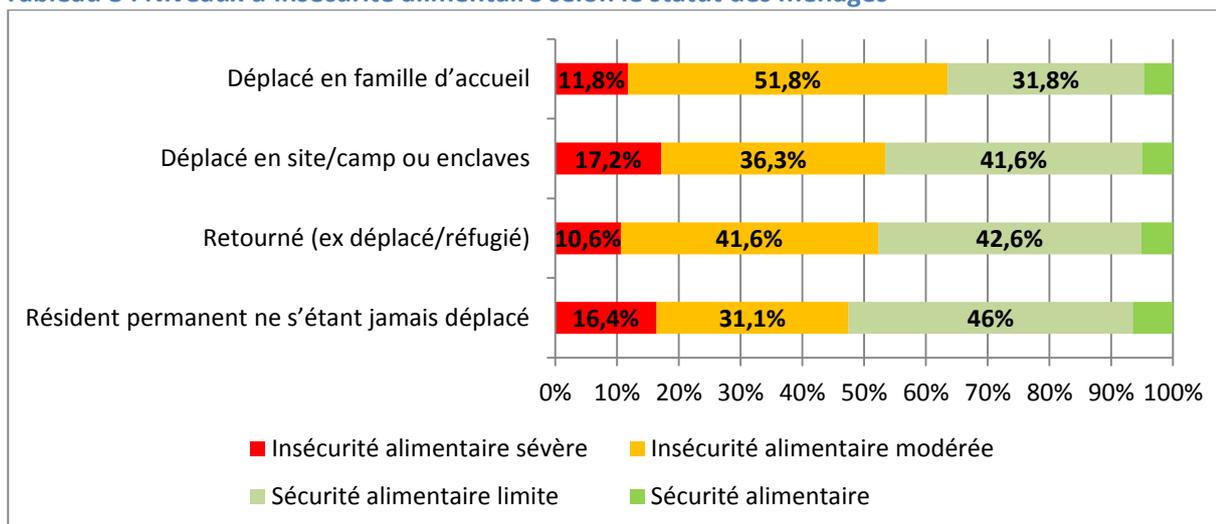


10.4 Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire

Statut de résidence du ménage

L'insécurité alimentaire est un peu plus élevée chez les ménages qui sont déplacés dans des familles d'accueil (63,5% des ménages). Chez les déplacés qui vivent dans des camps/enclaves et les retournés, environ 52/53 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire, mais l'insécurité alimentaire sévère est plus importante chez les ménages déplacés qui vivent dans des camps/enclaves (17,2%).

Tableau 8 : Niveaux d'insécurité alimentaire selon le statut des ménages



Sexe du chef de ménage

Au niveau national, la proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages dirigés par une femme (57,1%) que chez ceux dirigés par un homme (48,1%).²³ Cette différence est particulièrement observée dans les préfectures de Basse-Kotto et Haute-Kotto.

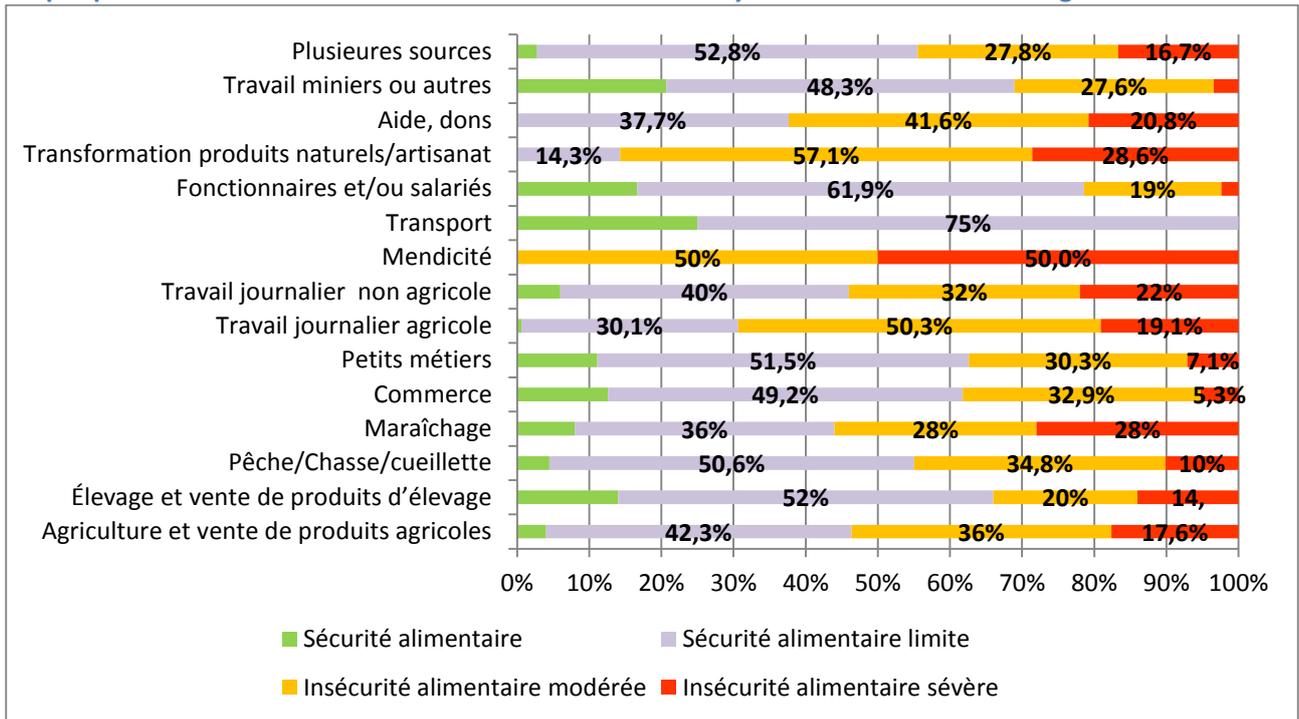
Parmi les ménages déplacés, il existe aussi un lien entre le sexe du chef de ménage et la situation de l'insécurité alimentaire. Ainsi les ménages dirigés par une femme ont une prévalence plus élevée de l'insécurité alimentaire sévère (21,8%) que les ménages dirigés par un homme (14,4%).

Sources de revenu des ménages

La proportion de ménages en insécurité alimentaire est élevée parmi les ménages qui vivent des activités suivantes : mendicité (100%), transformation de produits naturels, artisanat (85,7%), travail journalier agricole (69,4%), aides/dons (62%), maraîchage (56%), travail journalier non agricole (54%) et agriculture (53,7%).

²³ Il s'agit d'une différence statistiquement significative.

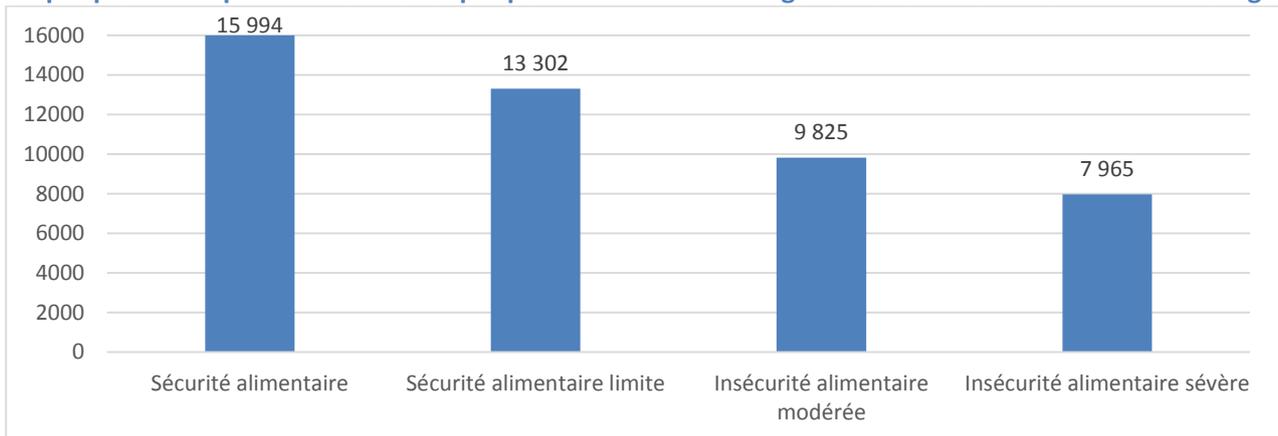
Graphique 18 : Niveau d'insécurité alimentaire selon les moyens d'existence des ménages



Niveaux des dépenses des ménages

Les ménages en insécurité alimentaire ont un niveau de dépenses mensuelles par personne nettement moins élevé que les ménages en sécurité alimentaire. Il varie presque du simple au double entre les ménages en insécurité alimentaire sévère (13 dollars/personne/mois ou 44 centimes par jour) et ceux en sécurité alimentaire (26,7 dollars /personne/mois ou 88 centimes par jour).

Graphique 19 : Dépenses mensuelles par personne selon la catégorie de sécurité alimentaire du ménage



Note : 15 994 francs représentent 26,65 dollars et 7 965 francs environ 13 dollars.

Equipements et biens des ménages

Les ménages en insécurité alimentaire possèdent généralement moins de biens que les ménages en sécurité alimentaire. Ainsi les proportions des ménages en insécurité alimentaire qui possèdent une radio, un téléphone portable, un vélo ou une télévision sont moins élevées. Par contre la proportion des ménages en insécurité alimentaire qui ne possèdent pas de petits outils agricoles, de charrue ou d'animal de trait n'est pas très différente de celle des ménages en sécurité alimentaire.

11. Conclusions et recommandations

Les ménages de RCA ont connu depuis septembre 2015 une très forte détérioration de leur situation et sécurité alimentaire. C'est le résultat de trois ans d'une grave crise politique et de violences intercommunautaires qui ont forcé la moitié d'entre eux à se déplacer. Pendant ces années, les ménages ont connu une réduction drastique voire une perte de leurs moyens de subsistance et une diminution importante de leurs actifs productifs et avoirs. Une grande partie d'entre eux ont aujourd'hui épuisé toutes leurs ressources et sont dans une situation d'insécurité alimentaire caractérisée par une consommation alimentaire très préoccupante.

Les ménages déplacés (en famille d'accueil ou dans les camps) et ceux tout juste rentrés chez eux ont les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire. Parmi cette population, presque la moitié s'est déplacée relativement récemment (dans l'année).

Les interventions suivantes sont recommandées :

▷ Poursuivre une assistance alimentaire d'urgence aux ménages déplacés en famille d'accueil, dans les sites ainsi qu'aux ménages retournés de moins de 6 mois pour éviter une rapide détérioration de leur situation et aussi leur permettre de reprendre leurs activités ;

▷ Assurer un soutien aux producteurs agricoles à travers une assistance alimentaire et le soutien technique nécessaire pour une relance de l'agriculture ;

▷ Appuyer les ménages en insécurité alimentaire modérée à la reconstitution de leurs actifs productifs et au renforcement de leur résilience ;

▷ Constituer un filet de sécurité à travers les activités de cantines scolaires d'urgence ;

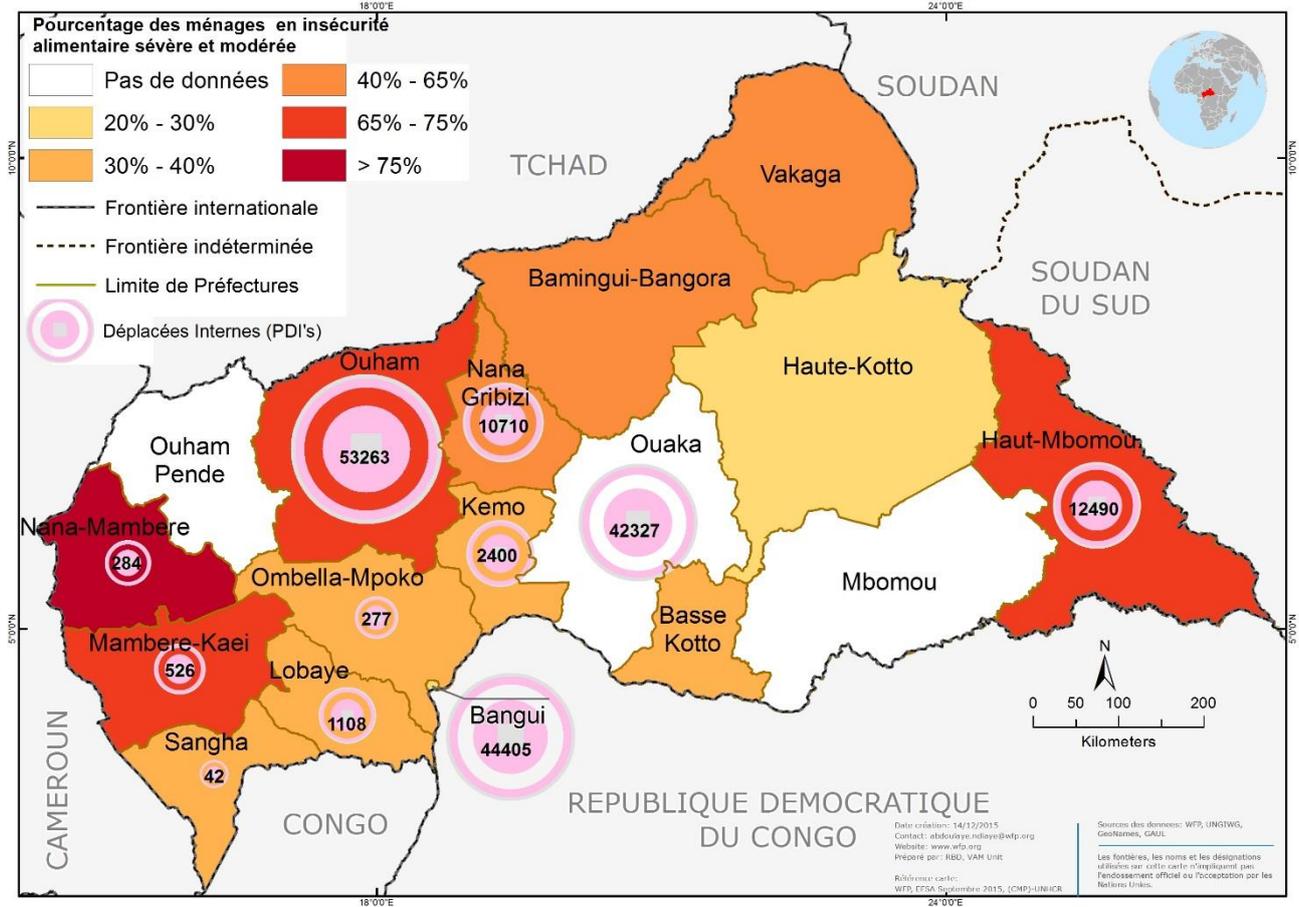
▷ Apporter un appui à la réhabilitation des infrastructures à travers les activités de redressement dont des projets de vivres pour la création d'avoirs.

Toute intervention d'assistance humanitaire basée sur le marché semble délicate en raison de la faible intégration des marchés, la volatilité des prix et les interruptions fréquentes des flux d'approvisionnement.

Ciblage

Il est recommandé de cibler les préfectures avec les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire et d'insécurité alimentaire sévère et celles qui ont le plus de ménages déplacés.

Carte 3 : Niveaux d'insécurité alimentaire et présence de personnes déplacées dans les préfectures



Annexes

1. Principales sources de revenu des ménages selon les préfectures

Préfecture	Agriculture et vente de produits agricoles	Élevage et vente de produits d'élevage	Pêche/ Chasse/ Cueillette	Maraîchage	Commerce	Petits métiers	Travail journalier agricole	Travail journalier non agricole	Mendicité	Transport	Fonctionnaires et/ou salariés	Transformation produits naturels/ artisanat	Aide, dons	Travail miniers ou autre (préciser)	Plusieurs sources
Bamingui-Bangoran	90,9%	3,0%			3,0%	3,0%									
Bangui	9,9%	,5%	,5%	2,5%	42,1%	13,4%		5,0%		1,5%	19,3%		4,0%	,5%	1,0%
Basse-Kotto	64,2%	1,0%	17,6%		7,4%	5,4%					3,4%		1,0%		
Haute-Kotto	80,5%	1,3%	1,3%		10,4%	2,6%							1,3%	2,6%	
Haut-Mbomou	23,2%	1,8%	8,9%		14,3%	5,4%	33,9%	3,6%				5,4%	1,8%	1,8%	
Kémo	59,8%	1,2%	13,4%	3,7%	1,2%	2,4%	4,9%	2,4%			1,2%				9,8%
Lobaye	89,0%	1,8%		2,7%	3,7%										2,7%
Mambéré-Kadéï	69,2%	1,3%	,6%	,6%	,6%	,6%	25,0%			,6%	,6%		,6%		
Nana-Gribizi	64,7%	1,2%	3,5%		9,4%	4,7%	9,4%	4,7%			2,4%				
Nana-Mambéré	84,0%		2,5%	1,3%	5,5%	1,3%	1,7%			1,3%	1,3%				1,3%
Ombella M'Poko	48,6%	4,5%	3,3%	2,0%	14,7%	4,5%	1,6%	1,2%			4,9%		11,4%	2,4%	,8%
Ouham	46,4%	4,5%	1,4%	,9%	4,5%	8,2%	7,3%	7,7%			2,7%	,9%	13,2%	,5%	1,8%
Sangha-Mbaéré	71,8%	1,4%	2,8%		8,5%						5,6%	1,4%		7,0%	1,4%
Vakaga	50,0%	3,8%	7,7%		7,7%	3,8%	15,4%	3,8%							7,7%

2. Nombre moyen d'animaux d'élevage des ménages selon les préfectures

Préfecture	Bovins (bœufs, zébus)	Bovins d'attelage	Âne/cheval	Ane/cheval d'attelage	Porcins (cochon, porc)	Ovins (famille du mouton)	Volailles	Caprins (famille de cabris, chèvres)
Bamingui-Bangoran	,05	0,00	0,00	0,00	,02	,05	6,52	4,20
Bangui	0,00	0,00	0,00	0,00	,41	0,00	5,50	,14
Basse-Kotto	0,00	0,00	0,00	0,00	1,36	,48	5,39	1,75
Haute-Kotto	,04	0,00	0,00	0,00	,42	,09	7,29	3,29
Haut-Mbomou	0,00	0,00	,17	0,00	,31	,06	8,98	3,19
Kémo	0,00	0,00	0,00	0,00	,60	,23	10,46	1,74
Lobaye	,35	0,00	0,00	0,00	,56	0,00	10,13	1,19
Mambéré-Kadéï	0,00	0,00	0,00	0,00	,27	,11	5,62	3,24
Nana-Gribizi	0,00	0,00	0,00	0,00	2,55	0,00	7,68	1,24
Nana-Mambéré	0,00	0,00	0,00	0,00	,10	,13	3,41	2,13
Ombella M'Poko	0,00	0,00	0,00	0,00	,67	,12	6,64	,72
Ouham	,06	0,00	0,00	0,00	1,91	,15	6,42	2,12
Sangha-Mbaéré	0,00	0,00	0,00	0,00	,65	,27	7,56	1,56
Vakaga	1,28	0,00	1,49	,67	,04	1,49	13,49	9,13

3. Consommation alimentaire des ménages selon les préfectures (2015 et 2014)

Consommation moyenne en nombre de jours sur 7 jours en 2015								
Préfecture	Aliments de base	Légumineuses	Légumes	Fruits	Protéines animales	Lait	Huile	Sucre
Bamingui-Bangoran	5,6083	2,8750	4,58	,22	2,1750	,10	2,48	,90
Bangui	5,1337	3,4406	4,69	1,36	2,5792	3,04	5,59	5,14
Basse-Kotto	5,5625	1,7589	5,06	1,17	1,9821	1,84	4,94	3,56
Haute-Kotto	4,7545	5,9401	6,02	1,25	2,5210	,13	4,90	3,43
Haut-Mbomou	3,4068	3,5763	2,47	1,58	1,6441	,06	2,75	,59
Kémo	5,7340	4,7872	6,20	2,28	2,9149	1,02	4,63	5,18
Lobaye	6,1518	2,7857	6,29	2,38	2,3929	,36	4,04	5,06
Mambéré-Kadéï	3,7904	1,2096	6,52	1,49	1,2814	,81	2,77	3,57
Nana-Gribizi	4,9609	3,1620	3,97	,39	1,6760	,30	2,34	1,66
Nana-Mambéré	3,0414	2,0355	5,22	1,24	1,3787	,23	2,97	3,27
Ombella M'Poko	5,8361	3,0328	5,54	1,26	1,7705	,75	5,23	4,04
Ouham	4,8274	2,8629	5,57	,59	1,4213	,06	3,54	3,04
Sangha-Mbaéré	6,1012	2,9940	4,80	3,44	3,0060	1,76	5,14	5,19
Vakaga	4,7985	2,9179	3,28	,47	3,0075	1,69	3,42	5,90
Total	4,9109	2,7770	5,37	1,40	1,9714	1,09	4,15	3,90

Consommation moyenne en nombre de jours sur 7 jours en 2014								
Préfectures	Aliments de base	Légumineuse	Légumes	Fruits	Protéines animales	Lait	Huile	Sucre
Bamingui Bangoran	6,2	5,2	4,4	1,4	4,1	0,7	4,6	6,6
Bangui	6,7	4,3	4,0	0,5	2,4	0,9	4,1	3,9
Basse Kotto	6,1	5,3	5,2	1,1	3,2	0,4	6,2	6,4
Haute Kotto	6,6	6,2	5,0	1,7	3,7	0,5	4,5	6,6
Haute Mbomou	6,6	5,4	5,1	0,8	3,3	0,3	4,8	2,6
Kémo	6,9	5,3	5,9	5,0	3,4	0,4	5,7	6,0
Lobaye	6,8	3,1	4,6	1,4	3,3	0,2	6,5	5,8
Mambéré Kadéï	6,4	4,2	5,7	2,1	2,6	0,8	3,9	5,4
Mbomou	6,4	4,7	5,6	1,1	2,4	0,2	6,8	4,4
Nana Gribizi	6,8	4,7	5,6	0,9	1,8	0,1	3,3	3,5
Nana Mambéré	5,9	5,4	5,5	2,4	2,6	0,7	4,2	6,5
Ombela Mpoko	6,5	4,3	5,6	3,3	3,2	0,3	5,2	6,0
Ouaka	6,3	6,3	6,4	1,8	2,8	0,2	3,0	5,9
Ouham	6,5	5,4	5,5	1,7	2,4	0,6	4,8	6,1
Ouham Pende	6,9	4,9	5,2	1,7	3,2	1,1	4,9	4,9
Sangha Mbaéré	6,9	4,6	4,9	1,3	4,2	0,2	6,2	5,5
Vakaga	6,9	5,6	4,6	0,8	5,5	2,8	2,1	6,3
National	6,5	4,8	5,2	1,7	2,9	0,6	4,7	5,4

4. Montant des dépenses mensuelles par personne selon les préfectures

Préfecture	Montant moyen des dépenses mensuelles par personne	
	Francs	Dollars E.-U.
Bamingui-Bangoran	12409	20,68
Bangui	13449	22,42
Basse-Kotto	7696	12,83
Haute-Kotto	11423	19,04
Haut-Mbomou	5512	9,19
Kémo	15637	26,06
Lobaye	9182	15,30
Mambéré-Kadéï	10365	17,28
Nana-Gribizi	10369	17,28
Nana-Mambéré	10310	17,18
Ombella M'Poko	12972	21,62
Ouham	6310	10,52
Sangha-Mbaéré	15971	26,62
Vakaga	20948	34,91

5. Part des dépenses consacrées à la nourriture dans les dépenses totales des ménages selon les préfectures

Part des dépenses consacrées à la nourriture dans les dépenses totales				
2015				
Préfectures	Moins de 50%	50% à 65%	65% à 75%	75% ou plus
Bamingui Bangoran	2,9%	5,9%	29,4%	61,8%
Bangui	38,9%	31,1%	12,1%	17,9%
Basse Kotto	26,3%	37,6%	17,6%	18,5%
Haute Kotto	6,3%	26,3%	20,0%	47,5%
Haute Mbomou	33,3%	25,9%	16,7%	24,1%
Kémo	6,2%	25,9%	33,3%	34,6%
Lobaye	10,6%	28,7%	25,5%	35,2%
Mambéré Kadéï	5,5%	13,9%	26,5%	54,0%
Nana Gribizi	4,5%	22,5%	27,0%	46,1%
Nana Mambéré	8,1%	17,1%	17,1%	57,7%
Ombela Mpoko	15,1%	25,7%	18,4%	40,8%
Ouham	5,9%	25,5%	22,7%	45,9%
Sangha Mbaéré	16,9%	29,6%	21,1%	32,4%
Vakaga		5,3%	10,5%	84,2%
Total	16,1%	25,0%	20,4%	38,5%

6. Perception des prix par les ménage selon les préfectures

